

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1245

28 mai 2013

SOMMAIRE

Accudyne Industries Acquisition S.à r.l. ..	59757	Invista European RE Delta HoldCo S.à r.l.	59720
Axpo International S.A.	59717	Invista European RE Heusenstamm PropCo S.à r.l.	59720
Bel Top Sàrl	59715	Invista European RE Monbonnot HoldCo 1 S.à r.l.	59720
Bordag Finance Holding S.A.	59715	Invista European RE Nanteuil PropCo S.à r.l.	59721
Caja Business Aviation S.à r.l.	59715	Invista European RE Pocking PropCo S.à r.l.	59721
Checkmate Sicav	59740	I.T.I.C. -International Technologies Investments Company Holding S.A.	59760
CTM/Mare B.V.	59714	Jezara Holding S.A.	59718
CTM/Terra B.V.	59717	Lomilux S.à r.l.	59719
Ellerston Global Equity Managers Offshore (Luxembourg) S.à r.l.	59717	Marli Invest S.A.	59720
Ernst August Carree II S.à r.l.	59718	MINIT Invest S.à r.l.	59714
Euro Apple S.à r.l.	59760	Mirabaud Fund Management S.A.	59739
European Property Fund (Radans) S.à r.l.	59721	MW Zander Luxembourg Holding S.A. ..	59741
Galente S.A.	59719	MWZ Finance S.à r.l.	59749
Geodem S.A.	59719	NPG Wealth Management S.à r.l.	59760
GIP U&C S.à r.l.	59720	Prognosia Fund S.A., SICAV	59721
Glaxo Investments S.à r.l.	59716	RBC Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	59717
G.O. IB - SIV Luxembourg S.à r.l.	59719	Rollinger Walfer S.A.	59714
Goodsir International S.à r.l.	59719	Rom3 S.A.	59714
Greenwich Data (project 9) S.à r.l.	59715	Silver II Acquisition S.à r.l.	59757
HCC Holding S.A.	59759	Tanesca S.A.	59718
HEDF Isola PE S.à r.l.	59759	Weblogistics S.à r.l.	59715
Hotepar S.A.	59716	Woodcraft Financial S.à r.l.	59718
IncentiveMED International S.à r.l.	59716		
Invista European Real Estate Bel-Air Holdings S.à r.l.	59716		
Invista European Real Estate Holdings S.à r.l.	59716		

CTM/Mare B.V., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Tomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 147.115.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 18 décembre 2012 sous la référence L120218512.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013047793/13.

(130058651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

MINIT Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 109.908.

Les comptes annuels au 31/03/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Minit Invest S. à r. l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013047467/13.

(130057916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Rollinger Walfer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7243 Bereldange, 66, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 42.998.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du conseil d'administration tenu le 5 décembre 2012, que Monsieur ROLLINGER Nico, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement L-8126 Bridel, 2, rue Guillaume Stolz, a été nommé nouvel administrateur-délégué jusqu'à l'Assemblée Générale à tenir en 2018

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2013047531/13.

(130057508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Rom3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 114.781.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15.04.2013.

Pour: ROM3 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013048126/15.

(130058965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Bel Top Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 116.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047733/9.

(130058311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Bordag Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 87.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047744/9.

(130058705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Caja Business Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 152.549.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047764/9.

(130058358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Greenwich Data (project 9) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 155.577.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047871/10.

(130058194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Weblogistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5423 Ersange, 19, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 107.785.

Il résulte de cessions de parts sociales intervenues que le capital est désormais détenu comme suit:

- M. Richard TARRIANT, ingénieur en logistique, demeurant à F-57300 Ay Sur Moselle, 61D, route de Thionville détient 100 parts sociales (soit 100 % du capital).

La société prend également acte du changement d'adresse des deux gérants Monsieur Richard TARRIANT demeurant à F-57300 Ay Sur Moselle, 61D, route de Thionville et Madame Josseline MARECHAL demeurant à F-57300 Ay Sur Moselle, 61D, route de Thionville.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 avril 2013.

Josseline MARECHAL / Richard TARRIANT

Gérante administrative / Gérant technique

Référence de publication: 2013047600/17.

(130057835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

IncentiveMED International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1629 Luxembourg, 10, rue des Trois Glands.
R.C.S. Luxembourg B 134.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047906/10.

(130058562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European Real Estate Bel-Air Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.332.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 128.172.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013047913/10.

(130058301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European Real Estate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.756.074,36.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.463.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047914/10.

(130058804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Hotepar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 124.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

HOTEPAR S.A.

Signature

Référence de publication: 2013047903/12.

(130058823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Glaxo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.
R.C.S. Luxembourg B 107.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013047880/12.

(130058976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Ellerston Global Equity Managers Offshore (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2013.

Peter Diehl

Gérant

Référence de publication: 2013047814/12.

(130059013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

CTM/Terra B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 147.116.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 18 décembre 2012 sous la référence L120218568.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013047794/13.

(130058659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Axpo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 103.420.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 septembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1302 du 20 décembre 2004.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axpo International S.A.

Signature

Référence de publication: 2013047691/15.

(130058780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

RBC Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 163.068.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 29 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 décembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013044216/13.

(130053362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Ernst August Carree II S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 642.400,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.064.

Le bilan de la société au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013047815/12.

(130058543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Woodcraft Financial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 135.415.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg que le siège social de Woodcraft Financial S.à r.l. a été transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2013.

Pour Woodcraft Financial S.à r.l.

Référence de publication: 2013047604/13.

(130057760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Jezara Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 158.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2013047954/13.

(130058764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Tanesca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.847.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 avril 2013

L'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats d'administrateurs de Madame Catherine Peuteman, Madame Claudia Herber, Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande venant à échéance lors de cette assemblée générale annuelle jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes Exaudit S.A. venant à échéance lors de cette assemblée générale annuelle jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

Extrait sincère et conforme

TANESCA S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013047583/16.

(130057585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

G.O. IB - SIV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 95.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013047863/10.

(130058607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Lomilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 157.567.

Les comptes annuels du 10 décembre 2010 au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013048003/13.

(130058446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Goodsir International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 134.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013047870/11.

(130058226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Galente S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 60.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047872/10.

(130058597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Geodem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 148.682.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047874/10.

(130058195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

GIP U&C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 611.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 148.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047879/10.

(130058728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European RE Delta HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 733.685,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 118.965.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047915/10.

(130058856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European RE Heusenstamm PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.204.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047916/10.

(130058650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European RE Monbonnot HoldCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.078.055,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 119.879.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047918/10.

(130058792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Marli Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 154.777.

Les statuts coordonnés au 28/03/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 09/04/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013045668/12.

(130055797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

European Property Fund (Radans) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 124.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Avril 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013047823/13.

(130058691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European RE Pocking PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.870.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 120.455.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047920/10.

(130058826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Invista European RE Nanteuil PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 112.738.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013047919/10.

(130058852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Prognosis Fund S.A., SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 177.315.

STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,
ON THE SIXTEENTH DAY OF MAY.

Before us Maître Cosita Delvaux, notary, residing in 19, Grand-Rue, L-8510 Redange-Sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

"Prognosis AB", a private limited liability company having its registered office at Skaraborgsvägen 35 C, 506 30 Borås, Sweden, incorporated under Swedish law on 1 December 2006, registered with the Swedish Register of Commerce and Companies under number 556722-7946;

represented by Mr. Georg Kiefer, residing in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg,

by virtue of a proxy given under private seal on March 22, 2013,

which, initialled ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which they declared to organise among themselves:

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") with multiple sub-funds under the name of "PROGNOSIA FUND S.A., SICAV" (hereinafter the "Company" or the "Fund").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the Municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by decision of the Board of Directors (hereinafter the "Board").

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation by law.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities and other assets permitted by law, within the limits of the investment policies and restrictions according to Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law"), with the purpose of diversifying investment risks and affording its shareholders the benefit of the management of the assets of the Company's sub-funds.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2010 Law.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of all sub-funds of the Company as defined in Article 10 hereof and shall be represented by fully paid up shares of no par value, divided into several classes, as the Board may decide to issue within the relevant sub-fund.

The different classes may have amongst any other characteristics, for example, the following characteristics: distribution/accumulation policy, different fee structures, trading/hedging policies, different minimum subscription/holding.

The Board may decide, in accordance with Article 7, if and from which date shares of different classes shall be offered for sale, those shares to be issued on terms and conditions as shall be decided by the Board. A portfolio of assets shall be established for each sub-fund of shares or for two or more classes of shares in the manner as described in article 10 hereof.

The proceeds of the issue of shares of each sub-fund shall be invested pursuant to Article 4 hereof for the exclusive benefit of the relevant sub-fund in securities or other assets permitted by law as the Board may from time to time determine in respect of each sub-fund.

With regard to creditors the Company is a single legal entity. The assets of a particular sub-fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that sub-fund. In respect of the relationship between the shareholders, each sub-fund is treated as a separate entity.

The minimum capital shall be equivalent to one million two hundred fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-) and has to be reached within six months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is set at two hundred sixty-six thousand and four hundred sixty-eight point nineteen Swedish Kronas (266,468.19 SEK) amount equivalent, to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into five hundred (500) fully paid up shares of no par value.

The Board may permit internal pooling and/or joint management of assets from particular sub-funds in the interests of efficiency. In this case, assets from different sub-funds will be managed together. The assets under joint management are referred to as a "pool". Pools are used exclusively for internal management purposes, are not separate units and cannot be accessed directly by shareholders.

Pooling

The Company may invest and manage all or part of the portfolio assets held by two or more sub-funds (for this purpose called "participating sub-funds") in the form of a pool. Such an asset pool is created by transferring to it cash and other assets (if these assets are in line with the investment policy of the pool concerned) from each of the participating sub-funds to the asset pool. The Company can then make further transfers to the individual asset pools. Equally, assets can also be transferred back to a participating sub-fund up to the amount of the participation of the sub-fund concerned.

The participation of a participating sub-fund in an asset pool is evaluated by reference to notional units of the same value in the relevant asset pool. When an asset pool is created, the Board shall specify the initial value of the notional units (in a currency that the Board considers appropriate) and allot to each participating sub-fund notional units having an aggregate value equal to the amount of the cash (or other assets) it has contributed. Thereafter, the value of the notional units will be determined by dividing the net assets of the asset pool by the number of existing notional units.

If additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an asset pool, the notional units assigned to the participating sub-fund concerned will increase or diminish, as the case may be, by a number, which is determined by dividing the amount of cash or the value of assets contributed or withdrawn by the current value of the participating sub-fund's participation in the asset pool. If cash is contributed to the asset pool, for calculation purposes it is reduced by an amount that the Board considers appropriate in order to take account of any tax expenses as well as the closing charges and acquisition costs relating to the investment of the cash concerned. If cash is withdrawn, a corresponding deduction may be made in order to take account of any costs related to the disposal of securities or other assets of the asset pool.

Dividends, interests and other income-like distributions, which are obtained from the assets of an asset pool, are allocated to the asset pool concerned and thus lead to an increase in the respective net assets. If the Company is liquidated, the assets of an asset pool are allocated to the participating sub-funds in proportion to their respective share in the asset pool.

Joint management

In order to reduce operating, administrative and management costs and at the same time to permit broader diversification of investments, the Board may decide to manage part or all of the assets of one or more sub-funds in combination with assets that belong to other sub-funds or to other undertakings for collective investment. In the following paragraphs, the term "jointly managed entities" refers globally to the Company and each of its sub-funds and all entities with or between which a joint management agreement would exist; the term "jointly managed assets" refers to the entire assets of these jointly managed entities which are managed according to the same aforementioned agreement.

As part of the joint management agreement, the relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant jointly managed entities, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio. Each jointly managed entity holds a portion in the jointly managed assets corresponding to the proportion of its net assets to the total value of the jointly managed assets. This proportionate holding (for this purpose called the "participation arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of joint management. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this participation arrangement: further investments will be allotted to the jointly managed entities in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the jointly managed assets held by the individual jointly managed entities.

In the case of new subscriptions in one of the jointly managed entities, the subscription proceeds are to be allocated to the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the increase in net assets of the jointly managed entity having benefited from the subscriptions. The level of the investments will be modified by the transfer of assets from one jointly managed entity to the other, and thus adapted to suit the changed participation arrangement. Similarly, in the case of redemptions for one of the jointly managed entities, the necessary liquid funds shall be taken from the liquid funds of the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the reduction in net assets of the jointly managed entity which has been the subject of the redemptions, and in this case the particular level of all investments will be adjusted to suit the changed participation arrangement.

Shareholders should be aware that the joint management agreement may result in the composition of the assets of a particular sub-fund being affected by events which concern other jointly managed entities, e.g. subscriptions and redemptions, unless the members of the Board or one of the duly appointed agents of the Company resort to special measures. If all other aspects remain unchanged, subscriptions received by an entity under joint management with the sub-fund will therefore result in an increase in the cash reserve of this sub-fund. Conversely, redemptions of an entity under joint management with the sub-fund will result in a reduction of the cash reserve of this sub-fund. However, subscriptions and redemptions can be executed on the special account that is opened for each jointly managed entity outside the joint management agreement and through which subscriptions and redemptions must pass. Because of the possibility of posting extensive subscriptions and redemptions to these special accounts, and the possibility that the Board or one of the duly appointed agents of the Company may decide at any time to terminate the participation of the sub-fund in the joint management agreement, the sub-fund concerned may avoid having to rearrange its portfolio if this could adversely affect the interests of the Company, its sub-funds and its shareholders.

If a change in the portfolio composition of the Company or one or several of its relevant sub-funds as a result of redemptions or payments of fees and expenses referring to another jointly managed entity (i.e. which cannot be counted as belonging to the Company or the sub-fund concerned) might result in a violation of the investment restrictions applying to the Company or the particular sub-fund, the relevant assets will be excluded from the joint management agreement before implementing the change so that they are not affected by the resulting adjustments. Jointly managed assets of a particular sub-fund will only be managed in common with assets intended to be invested according to the same investment objectives that apply to the jointly managed assets in order to ensure that investment decisions are compatible in all

respects with the investment policy of the particular sub-fund. Jointly managed assets may only be managed in common with assets for which the same portfolio manager is authorised to make decisions in investments and the sale of investments, and for which the custodian bank also acts as a depositary so as to ensure that the custodian bank is capable of performing its functions and responsibilities in accordance with the 2010 Law and statutory requirements in all respects for the Company and its sub-funds. The custodian bank must always keep the assets of the Company separate from those of the other jointly managed entities; this allows it to determine the assets of the Company and of each individual sub-fund accurately at any time. Since the investment policy of the jointly managed entities does not have to correspond exactly with that of a sub-fund, it is possible that their joint investment policy may be more restrictive than that of that sub-fund.

The Board may decide to terminate the joint management agreement at any time without giving prior notice.

Shareholders may enquire at any time at the Company's registered office as to the percentage of jointly managed assets and entities with which there is a joint management agreement at the time of their enquiry.

The composition and percentages of jointly managed assets must be stated in the annual reports.

Joint management agreements with non-Luxembourg entities are permissible if (i) the agreement in which the non-Luxembourg entity is involved is governed by Luxembourg law and Luxembourg jurisdiction or (ii) each jointly managed entity is equipped with such rights that no creditor and no insolvency or bankruptcy administrator of the non-Luxembourg entity has access to the assets or is authorised to freeze them.

Art. 6. Form of Shares. The Board shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form.

Share certificates (herein after the "certificates") of the relevant class of any sub-fund will be issued; if bearer certificates are to be issued, such certificates will be issued with coupons attached, in such denominations as the Board shall prescribe.

Certificates shall be signed by two directors of the Company. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board, in which case, it shall be manual.

The Company may issue temporary certificates in such form as the Board may determine.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (herein after the "Register") which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him and the amount paid up on each such share.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer certificate, and, if requested, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer form, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a non authorised person as defined in Article 9 hereof.

In case of bearer shares, the Company may consider the bearer as the owner of the shares; in case of registered shares, the inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate certificate may be issued under such conditions and guarantees (including but not restricted to a bond issued by an insurance company), as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a replacement certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the voiding of the original certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue and Conversion of Shares. Issue of shares

The Board is authorised without limitation to issue at any time additional shares of no par value fully paid up, in any class within any sub-fund, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

When shares are issued by the Company, the net asset value per share is calculated in accordance with Article 10 hereof. The issue price of shares to be issued is based on the net asset value per share of the relevant class of shares in the relevant sub-fund, as determined in compliance with article 10 hereof plus any additional premium or cost as determined by the Board and as disclosed in the Company's current prospectus. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will also be charged.

Shares will only be allotted upon acceptance of the subscription and receipt of payment of the issue price. The issue price is payable within five Luxembourg business days after the relevant Valuation Day. The subscriber will without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, receive title to the shares purchased by him.

Applications received by the paying agents and the sales agencies, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents, during normal business hours on a given Valuation Day in Luxembourg shall be settled at the issue price calculated on the following Valuation Day in Luxembourg. Applications can be submitted for payment in the reference currency or in another currency as may be determined from time to time by the Board.

Applications for the issue and conversion of shares received by the paying agents and sales agencies after the deadline mentioned above will be settled at the issue price calculated on the next following Valuation Day.

The Company at its discretion may accept subscriptions in kind, in whole or in part. However in this case the investments in kind must be in accordance with the respective sub-fund's investment policy and restrictions. In addition these investments will be audited by the Company's appointed auditor.

The Board may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing shares, refuse purchase applications and suspend or limit in compliance with article 11 hereof, the sale for specific periods or permanently, to individuals or corporate bodies in particular countries or areas. The Company may also at any time compulsorily redeem shares from shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Company shares.

Conversion of shares

The Board may decide that conversions of the whole or part of the Company's shares at the relevant net asset value corresponding to a certain sub-fund or class of sub-fund into shares of another sub-fund or class of sub-fund are possible, provided that the issue of shares by this sub-fund has not been suspended and provided that the Board may impose such restrictions as to, inter alia, the possibility or the frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Company's current prospectus. Shares are converted according to a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the Company's current prospectus.

The Board may resolve the conversion of one or several classes of shares of one sub-fund into shares of another class of the same sub-fund, in the case that the Board estimates that it is no longer economically reasonable to operate this or these classes of shares.

During the month following the publication of such a decision, as described in Article 24 hereafter, shareholders of the classes concerned are authorised to redeem all or part of their shares at their net asset value - free of charge - in accordance with the guidelines outlined in article 8.

Shares not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the corresponding class of shares calculated for the day on which this decision will take effect.

The same procedures apply to the submission of conversion applications as apply to the issue and redemption of shares. This conversion will be, effected at the net asset value increased by charges and transaction taxes, if any. However, the sales agency may charge an administrative fee which may be fixed by the Company.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

Payment of the redemption price will be executed in the reference currency of the relevant sub-fund or in another currency as may be determined from time to time by the Board, within a period of time determined by the Board which will not exceed 5 business days after the relevant Valuation Day.

The redemption price is based on the net asset value per share less a redemption commission if the Board so decides, whose amount is specified in the Company's prospectus for the shares. Moreover, any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will be charged.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares.

Further, if on any Valuation Day redemption and conversion requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the Board in relation to the number of shares in issue in any sub-fund, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the shareholders. On the next Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

A redemption request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of redemption. Any such request must be filled by the shareholder in written form (which, for these purposes includes a request given by cable, telegram, telex or telecopier, or any other similar way of communication subsequently confirmed in writing) at the registered office of the Company or, if the Company so decides, with any other person or entity appointed by it as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The Board may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of shares; the Board may, in particular, decide that shares are not redeemable during such period or in such circumstances as may be determined from time to time and provided for in the sales documents for the shares.

On payment of the redemption price, the corresponding Company share ceases to be valid.

All redeemed shares shall be cancelled.

The Company at its discretion may at the request of the investor accept redemptions in kind. In addition these redemption (i) must not have negative effect for the remaining investors and (ii) will be audited by the Company's appointed auditor.

Art. 9. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any non authorised persons, as defined in this article, and for such purposes the Company may:

A. - decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a non authorised person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board ("non authorised person"); and

B. - at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, eventually supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in an authorised person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a non authorised person; and

C. - decline to accept the vote of any non authorised person at any meeting of shareholders of the Company; and

D. - where it appears to the Company that any non authorised person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share as at the Valuation Day specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the Company and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured distribution coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant sub-fund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 10. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of one sub-fund results from dividing the total net assets of the sub-fund by the number of its shares in circulation. The net assets of each sub-fund are equal to the difference between the asset values of the sub-fund and its liabilities. The net asset value per share is calculated in the reference currency of the relevant sub-funds and may be expressed in such other currencies as the Board may decide.

Referring to sub-funds for which different classes of shares have been issued, the net asset value per share is calculated for each class of shares. To this effect, the net asset value of the sub-fund attributable to the relevant class is divided by the total outstanding shares of that class.

The total net assets of the Company are expressed in SEK and correspond to the difference between the total assets of the Company and its total liabilities. For the purpose of this calculation, the net assets of each sub-fund, if they are not denominated in SEK, are converted into SEK and added together.

I. The assets of the sub-funds shall include:

- 1) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);
- 3) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the relevant sub-fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 5) the preliminary expenses of the relevant sub-fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 6) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) based on the net acquisition price and by keeping the calculated investment return constant, the value of money market instruments is successively adjusted to the redemption price thereof. In the event of material changes in market conditions, the valuation basis is adjusted to reflect the new market yields;

(b) debt securities with a residual maturity of more than one year and other securities are valued at the last known price (i.e. closing prices or if such do not reflect reasonable market value in the opinion of the Board, the last available prices at the time of valuation), if they are listed on an official stock exchange. If the same security is quoted on several stock exchanges, the last known price on the stock exchange that represents the major market for this security will apply;

(c) debt securities with a residual maturity of more than one year and other securities, if they are not listed on an official stock exchange, but traded on another regulated market, which is recognised, open to the public and operating regularly are valued at the last known price on such market;

(d) shares or units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or other assimilated UCI will be valued at the last known net asset value for such shares or units as of the relevant Calculation Day;

(e) time deposits with an original maturity exceeding 30 days can be valued at their respective rate of return, provided the corresponding agreement between the credit institution holding the time deposits and the Company stipulates that these time deposits may be called at any time and that, if called for repayment, their cash value corresponds to this rate of return;

(f) any cash in hand or on deposit, notes payable on demand, bills and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interests declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be valued at their full nominal value, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the Board may value these assets with a discount it may consider appropriate to reflect the true value thereof;

(g) the value of swaps is calculated according to a method based on the net present value of future cash flows, recognised by the Board and verified by the Company's auditor;

(h) securities and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known price. If the same security or investment is quoted on several stock exchanges, the last known price on the stock exchange that represents the major market for this security will apply. In the case of securities and other investments where the trade on the stock market is thin but which are traded between securities dealers on a secondary market using usual market price formation methods, the Company can use the prices on this secondary market as the basis for their valuation of these securities and investments. Securities and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognized, open to the public and operating regularly, are valued at the last known price on this market.

The value of assets and liabilities not expressed in the reference currency of the sub-fund will be converted into the reference currency of the sub-fund at the mid closing spot rates obtained by external price providers.

The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the case of extensive redemption applications, the Company may establish the value of the shares of the relevant sub-fund on the basis of the prices at which the necessary sales of assets of the Company are effected. In such an event, the same basis for calculation shall be applied for subscription and redemption applications submitted at the same time.

If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend up to 2% of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the sub-fund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the sub-fund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the sub-fund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the sub-fund concerned. The Board may lay down a threshold figure for each sub-fund in the Company's sales documents. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net company assets or to an absolute amount in the currency of the sub-fund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be exceeded on a given trading day.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant sub-fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organisation which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value (the "delegate of the board"), shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

II. The liabilities of the sub-funds shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the sub-funds (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the sub-fund;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of each sub-fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities each sub-fund shall take into account all expenses payable by the Company/ sub-fund which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment managers or investment advisors, including performance related fees, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents, any paying agent, any distributors and permanent representatives in places of registration of the Company respectively the sub-funds, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statement, the cost of printing certificates, and the costs of any reports to shareholders, the cost of convening and holding shareholders' and Board' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, the cost of publishing the issue and redemption prices, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The sub-fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board shall establish a sub-fund in respect of each class of shares and may establish a sub-fund in respect of two or more classes of shares in the following manner:

a) If two or more classes of shares relate to one sub-fund, the assets attributable to such classes shall be invested in common pursuant to the specific investment policy of the sub-fund concerned. Within a sub-fund, classes of shares may be defined from time to time by the Board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions ("distribution shares") or not entitling to distributions ("capitalisation shares") and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure. Further possible characteristics of the several classes (if any) are described in the Company's prospectus.

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the sub-fund corresponding to that class of shares, provided that if several classes of shares are outstanding in such sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such sub-fund attributable to the class of shares to be issued.

c) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a sub-fund shall be attributable to the class or classes of shares corresponding to such sub-fund.

d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant sub-fund.

e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular sub-fund or to any action taken in connection with an asset of a particular sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant sub-fund.

f) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all the sub-funds pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that the liabilities shall be segregated on a sub-fund by sub-fund basis with third party creditors having due recourse only to the assets of the sub-fund concerned.

g) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

IV. For the purpose of the net asset value computation

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the relevant Valuation Day, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant sub-fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. The net asset value per share and the price for the issue and redemption of the shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice per month at a frequency determined by the Board, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the shares.

The Company may suspend the determination of the net asset value per share and the issue, conversion and redemption of shares in any sub-fund from its shareholders during:

a) any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion (at least 50%) of the investments of the Company is quoted or dealt in, or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the Company's assets are denominated, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that the closing of such exchange or such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company quoted thereon; or

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets (at least 50%) owned by the Company would be impracticable or such disposal or valuation would be detrimental to the interests of shareholders; or

c) political, economic, military or other emergencies beyond the control, liability and influence of the Company make it impossible to access the Company's assets under normal conditions or such access would be detrimental to the interests of the shareholders;

d) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets of the Company; or

e) when for any other reason the prices of a considerable portion (at least 50%) of the sub-fund's Portfolio cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

h) in case of a feeder sub-fund, when the master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder sub-fund will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.

Any such suspension shall be published if exceeding five Valuation Days, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Title III. Administration and Supervision

Art. 12. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 13. Board meetings. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write

and keep the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and the day-to-day management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these articles of incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the Board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board.

In accordance with article 72.2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, the Board is authorised to decide the payment of interim dividends.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 16. Delegation of power. The Board may delegate its powers to conduct the management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be members of the Board and who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions. The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each sub-fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and each of its sub-funds complies with Part I of the 2010 Law, and any other laws and regulations with which it must comply with in order to qualify as UCITS under article 1(2) of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 ("Directive 2009/65/EC") or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in the Company's sales documents. Within those restrictions, the Board may decide that investments be made as follows:

17.1 Permitted investments of the Company

The Company's and each of its sub-funds' investments comprise only one or more of the following:

a) transferable securities and money market instruments that are listed or traded in on a regulated market, as defined in article 4 point 1 (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these articles of incorporation, the term "Member State" refers to a member state as defined in the 2010 Law;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public provided that the stock exchange or the market being located within any European, American, Asian, African, Australasian or Oceania country (hereinafter called "approved state");

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs a) to c) above and that such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCI within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:

- such other UCI are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
- the level of guaranteed protection for unit-holders in such other UCI is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;
- the business of the other UCI is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
- no more than 10% of the UCITS or the other UCI assets, whose acquisition is contemplated, can be, according to its instruments of incorporation, invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 (twelve) months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector (hereafter the "CSSF") as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in sub-paragraphs a), b) and c); and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that

- the underlying consists of instruments covered by a), b), c), d), e), f), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Fund may invest according to its investment objectives as stated in the Fund's articles of incorporation,
- the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market and referred to in the 2010 Law, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a federal state, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or
- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs a), b) or c), or
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or
- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its sub-funds may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities or money market instruments other than those referred to in paragraph a) to h) above.

Moreover, the Company and each of its sub-funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

17.2 Risk diversification and investment restrictions

The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its sub-funds, in accordance with Part I of the 2010 Law. In particular:

a) The Company may invest up to 100% of the assets of any sub-fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local public authorities, a OECD Member State or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, which in principle includes the OECD, unless otherwise provided for in the sales document; provided that in such event, the sub-fund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

b) The Company may invest a maximum of 20% of the net assets of any sub-fund in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the relevant sub-fund to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- (i) the composition of the index is sufficiently diversified;
- (ii) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- (iii) it is published in an appropriate manner.

This 20% limit is raised to 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

c) Each sub-fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other sub-funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

- (i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and
- (ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may be invested in aggregate in shares of other sub-funds of the Company; and
- (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund.

d) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established sub-funds and merging sub-funds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.

e) Provided the particular sub-fund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other sub-funds of the Company.

f) All other investment restrictions are specified in the Company's sales documents.

In addition, the Company is authorised for each of its sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in these articles of incorporation as well as in the Company's sales documents and the 2010 Law. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any sub-fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant sub-fund, in these articles of incorporation or in the Company's sales documents.

17.3 Specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure

(i) A feeder sub-fund is a sub-fund of the Company, which has been approved to invest, by way of derogation from article 2, paragraph (2), first indent of the 2010 Law, at least 85% of its assets in units of another UCITS or sub-fund thereof (hereafter referred to as the "master UCITS").

(ii) A feeder sub-fund may hold up to 15% of its assets in one or more of the following:

- a) ancillary liquid assets in accordance with Article 17.1 last paragraph of these articles of incorporation;
- b) financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with article 17.1 paragraph g) of these articles of incorporation and article 42, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law;
- c) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

(iii) For the purposes of compliance with article 42, paragraph (3) of the 2010 Law, the feeder sub-fund shall calculate its global exposure related to financial derivative instruments by combining its own direct exposure under article 17.3 paragraph (ii) b) of these articles of incorporation with:

a) either the master UCITS' actual exposure to financial derivative instruments in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS;

b) or the master UCITS' potential maximum global exposure to financial derivative instruments provided for in the master UCITS management regulations or instruments of incorporation in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS.

(iv) A master UCITS is a UCITS, or a sub-fund thereof, which:

- a) has, among its shareholders, at least one feeder UCITS;
- b) is not itself a feeder UCITS; and
- c) does not hold units of a feeder UCITS.

(v) If a master UCITS has at least two feeder UCITS as shareholders, article 2, paragraph (2), first indent and article 3, second indent of the 2010 Law shall not apply.

Art. 18. Investment Advisor. The Board may appoint an investment advisor (herein after the "Investment Advisor") who shall supply the Company with recommendation and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to article 17 hereof.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "conflict of interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the portfolio managers, the Investment Advisors, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2010 Law

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. Representation. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. General Meetings. The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the Company's registered office or at such other place specified in the notice of meeting, on the last Monday of April at 2 p.m. Luxembourg time.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued, the notice of meeting shall, in addition, be published as provided for by law in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share in whatever sub-fund and class, regardless of the net asset value per share of such class within such sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation. Only full shares are entitled to vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Resolutions concerning the interests of shareholders of the Company shall be taken in a general meeting and resolutions concerning the particular rights of the shareholders of one specific sub-fund shall, in addition, be taken by this sub-fund's general meeting.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

As long as the share capital is divided into different sub-funds, the rights attached to the shares of any sub-fund (unless otherwise provided by the terms of issue of the shares of the sub-fund) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the shares of that sub-fund by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate general meeting the provisions of these articles relating to general meeting shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the shares of the relevant sub-fund present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued shares of that sub-fund (or, if at any adjourned sub-fund meeting the number of holders or quorum as defined above is not present, any one person present holding shares of that sub-fund or his proxy shall be quorum).

Art. 24. Liquidation and Merger of sub-funds and/or Share classes; Merger of the Company; Conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and Changes of master sub-funds.

24.1 Liquidation of sub-funds and share classes

Upon liquidation announcement to the shareholders of a particular sub-fund and/or share class of a sub-fund, the Board may arrange for the liquidation of one or more sub-funds and/or share classes of sub-fund(s) if the value of the net assets of the respective sub-fund and/or share class remains at or falls to a level that no longer allows it to be managed in an economically reasonable way as well as in the course of a rationalisation. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right, free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board may however determine a different procedure, in the interest of the shareholders of the sub-fund(s) and/or of the share classes of sub-fund(s).

Any liquidation proceeds which cannot be distributed to the shareholders at the completion of the liquidation (which could last up to nine months) are immediately deposited at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg.

The liquidation of a sub-fund shall not involve the liquidation of another sub-fund. Only the liquidation of the last remaining sub-fund of the Company involves the liquidation of the Company.

Irrespective of the Board's rights, the general meeting of shareholders in a sub-fund and/or share class of a sub-fund may reduce the Company's capital at the proposal of the Board by withdrawing shares issued by a sub-fund and refunding shareholders with the net asset value of their shares, taking into account actual realization prices of investments and realization expenses and any costs arising from the liquidation) calculated on the Valuation Date on which such decision shall take effect. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the sub-fund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant sub-fund and/or share class will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board to liquidate the sub-fund and/or share class by means of a publication as required by law. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the Company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

Any liquidation proceeds which cannot be distributed to the shareholders at the completion of the liquidation (which could last up to nine months) are immediately deposited at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg. Each sub-fund of the Company being a feeder sub-fund shall be liquidated, if its master UCITS is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, unless the CSSF approves:

- a) the investment of at least 85% of the assets of the feeder sub-fund in units of another master UCITS; or
- b) its conversion into a sub-fund which is not a feeder sub-fund.

Without prejudice to specific provisions regarding compulsory liquidation, the liquidation of a sub-fund of the Company being a master sub-fund shall take place no sooner than three months after the master sub-fund has informed all of its share- or unit-holders and the CSSF of the binding decision to liquidate.

24.2 Mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or other sub-funds thereof; Mergers of one or more sub-funds within the Company; Division of sub-funds

"Merger" means an operation whereby:

- a) one or more UCITS or sub-funds thereof (the "merging UCITS/sub-fund") on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to another existing UCITS or a sub-fund thereof (the "receiving UCITS") in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;
- b) two or more UCITS or sub-funds thereof (the "merging UCITS/sub-fund") on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to a UCITS which they form or a sub-fund thereof (the "receiving UCITS/sub-fund"), in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;
- c) one or more UCITS or sub-funds thereof (the "merging UCITS/sub-fund"), which continue to exist until the liabilities have been discharged, transfer their net assets to another sub-fund of the same UCITS, to a UCITS which they form or to another existing UCITS or a sub-fund thereof (the "receiving UCITS/ sub-fund").

Mergers can be performed in accordance with the form, modalities and information requirements provided for by the 2010 Law; the legal consequences of mergers are governed by and described in the 2010 Law.

Under the same circumstances as provided in article 24.1 of these articles of incorporation, the Board may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a merger with another existing sub-fund and/or share class within the Company or with another UCITS established in Luxembourg or in another Member-State or to another sub-fund and/or share class within such other UCITS (the "new fund/subfund") and to re-designate the shares of the relevant sub-fund or share class concerned as shares of another sub-fund and/or share class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article and, in addition, the publication will contain information in relation to the new fund/sub-fund. During a period of thirty days before following the publication of such a decision, shareholders may request redemption or conversion of their shares, free of charge.

Under the same circumstances as provided in article 25.1 of these articles of incorporation, the Board may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a division into two or more sub-funds and/or share classes. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-fund. During a period of thirty days following the publication of such a decision, shareholders may request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

Where a sub-fund of the Company has been established as a master sub-fund, no merger or division shall become effective, unless the master sub-fund has provided all of its shareholders and the CSSF with the information required by law, by sixty days before the proposed effective date. Unless the CSSF or the competent authorities of the home member state of the feeder-UCITS, as the case may be, have granted the feeder-UCITS approval to continue to be a feeder-UCITS of the master sub-fund resulting from the merger or division of such master sub-fund, the master sub-fund shall enable the feeder-UCITS to repurchase or redeem all shares in the master sub-fund before the merger or division becomes effective.

The shareholders of both, the merging and receiving sub-fund have the right to request, without any charge other than those retained by the sub-fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares or, where possible, to convert them into shares of another sub-fund of the Company with similar investment policy. If a management company has been appointed for the Company, shareholders may also convert their shares into another UCITS managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding. This right shall become effective from the moment that the shareholders of the merging and those of the receiving sub-fund have been informed of the proposed merger and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

The Company may temporarily suspend the subscription, repurchase or redemption of shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

If a sub-fund of the Company is the receiving sub-fund, the entry into effect of the merger shall be made public through all appropriate means by the Company and shall be notified to the CSSF and, where appropriate, to the competent authorities of the home member states of the other UCITS involved in the merger.

Under the same circumstances as provided in article 25.1 of these articles of incorporation, the general meeting of shareholders of the Company may decide with no quorum requirement and simple majority to merge the whole Company with another UCITS established in Luxembourg or in another Member State or with any sub-fund thereof.

A merger which has taken place in accordance with the provisions of the 2010 Law cannot be declared null and void.

24.3 Conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds

For conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds, the relevant shareholders must be provided with the information required by the 2010 Law within the periods of time prescribed by law. The shareholders are entitled to redeem their shares in the relevant sub-funds free of charge within thirty (30) days thereafter, irrespective of the costs of the redemption.

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the last day of December.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of each sub-fund shall, within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board to declare distributions, provided, however, that the minimum capital of the Company does not fall below the prescribed minimum capital.

The Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

The payment of any distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders in case of registered shares and upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company in case of bearer shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Payment of dividends to holders of bearer shares, and notice of declaration of such dividends, will be made to such shareholders in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg Law.

A dividend declared but not paid on a share cannot be claimed by the holder of such share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Board has waived or extended such period in respect of all shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant class within the relevant sub-fund of the Company. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Company to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavors to find a successor Custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the shareholders holding one fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

One or more liquidators shall be appointed by the general meeting of shareholders to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the shareholders.

The liquidation proceeds of each sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in accordance with their respective rights.

The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg for thirty years.

Art. 29. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 30. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

The term "business day" referred to in this document, shall mean the usual bank business days (i.e. each day on which banks are opened during normal business hours) in Luxembourg with the exception of some non-regulatory holidays.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law regarding undertakings for collective investment as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Fund and shall terminate on 31 December 2013.

The first annual general meeting of Shareholders shall be held in 2014.

Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Subscribed capital	Number of shares
Prognosia AB	SEK 266,468.19 equivalent to EUR 31,000.-	500

The shares have been fully paid in cash, so that the sum of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) equivalent to two hundred sixty-six thousand and four hundred sixty-eight point nineteen Swedish Kronas (266,468.19 SEK) is forthwith at the free disposal of the Fund, as has been proven to the notary.

First extraordinary General Meeting of shareholders

The above shareholder of the Fund representing the totality of shares and considering himself as duly convened, immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and passed the following resolutions:

1. The Fund's registered office address is fixed at 5, rue Heienhaff, L-1736 Sennigerberg (Municipality of Niederanven), Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following is appointed independent auditor: "PricewaterhouseCoopers Luxembourg S.à r.l.", 400, route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The term of office of the independent auditor shall end at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2014.

4. The following persons are appointed as Directors for a period ending at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2014:

1. Micael WIKLANDER, born in Grödinge (Sweden) on 04 November 1977, residing professionally at Skaraborgsvägen 35 C, 50630 Boras, Sweden;

2. Jimmy HANNA, born in Kamishli (Sweden) on 10 March 1983, residing professionally at Skaraborgsvägen 35 C, 50630 Boras, Sweden;

3. Johann NORDSTRÖM, born in Engelbrekt, Stockholm (Sweden) on 27 April 1976, residing professionally at Postgatan 28, 41106 Göteborg, Sweden;

4. Thomas GOERGEN, born in Trier (Germany) on 08 March 1969, residing professionally at 5, rue Heienhaff, L-1736 Sennigerberg.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation, are estimated at about three thousand Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the Articles of incorporation, is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by her surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: G. KIEFER, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 mai 2013. Relation: RED/2013/790. Reçu soixante-quinze euros 75,00 euros.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013065633/999.

(130080800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Mirabaud Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 20.509.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth of April,

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

Appeared:

Philippe Burgener, avocat, residing in Luxembourg (the "Proxy") acting as a special proxy of Galmir Advisory Services Limited, a corporation organized under the laws of the Commonwealth of the Bahamas, having its registered office at Goodman's Bay Corporate, Center P.O. Box N-8179, Nassau, Bahamas (the "Principal"),

by virtue of a proxy under private seal given on March 14, 2013 which, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The Proxy declared the following and requested the notary to act:

I. Mirabaud Fund Management S.A.(the "Company"), having its registered office at 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 20 509, has been incorporated by notarial deed on 3 June 1983 published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on 28 June 1983;

II. The Principal is the owner of five thousand (5,000) registered shares with a par value of forty-one point twenty Swiss francs (CHF 41,20) representing the entire outstanding share capital of the Company;

III. The Principal declares that he has full knowledge of the financial standing and position of the Company;

IV. The Principal as the sole shareholder makes an explicit declaration to proceed with the dissolution of the Company;

V. The Principal declares that all the liabilities of the Company have been paid and that he has received or will receive all assets of the Company and the Principal acknowledges that he will assume all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution, and the Principal declares that consequently the liquidation of the Company is completed;

VI. The Company authorises the Principal and any authorised officers of the Principal to sign such other documents and deeds that may be required to dissolve the Company.

VII. The Principal gives discharge to all directors and the approved statutory auditor of the Company in respect of their mandate up to this date;

VIII. The shareholder's register and all the shares of the Company shall be cancelled; and

IX. The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five years at the registered office of FundPartners Solutions (Europe) S.A., 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After the document had been read, the aforementioned Proxy signed the present original deed with me, the undersigned notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Suit la traduction du texte qui précède

L'an deux mille treize, le dix-huit avril,

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Philippe Burgener, avocat, demeurant à Luxembourg (le "Mandataire");

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Galmir Advisory Services Limited, une société de droit de la Communauté des Bahamas, ayant son siège social au Goodman's Bay Corporate Center, P.O. Box N-8179, Nassau, Bahamas (le "Mandant");

en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été délivrée le 14 mars 2013 laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Le Mandataire a déclaré et a requis le notaire d'acter:

I. Que Mirabaud Fund Management S.A. ("la Société"), ayant son siège social au 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 20 509, a été constituée suivant acte notarié en date du 3 juin 1983 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 28 juin 1983;

II. Que le Mandant est le propriétaire de cinq mille (5.000) actions nominatives d'une valeur nominale de quarante et un virgule vingt francs suisse (CHF 41,20), représentant l'entière du capital émis de la Société;

III. Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société;

IV. Que le Mandant en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société;

V. Que le Mandant déclare que le passif de la Société a été apuré et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société et reconnaît qu'il sera tenu des obligations (s'il y en a) de la Société après sa dissolution et le Mandant déclare en conséquence que la liquidation de la Société doit être clôturée;

VI. Que la Société autorise le Mandant, ainsi que les délégués du Mandant dûment autorisés, à signer les documents et actes pouvant être requis pour dissoudre la Société.

VII. Que décharge pleine et entière est accordée par le Mandant aux administrateurs et au réviseur agréé de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

VIII. Qu'il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société;

IX. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social de FundPartners Solutions (Europe) S.A., 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le Mandataire prémentionné a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais et sur décision du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: P.BURGENER, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 22 avril 2013. Relation: LAC/2013/18408. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2013065582/80.

(130080601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Checkmate Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 111.581.

DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE QUINZE MAI.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

A comparu:

La société anonyme Intesa Sanpaolo Private Banking S.p.A., une société de droit italien, ayant son siège social à I-10121 Turin, 156, Piazza San Carlo, inscrite au registre de commerce de Milan, code fiscal 00460870348.

ci-après dénommée «l'actionnaire unique»,

ici représentée par Monsieur Francesco MOLARO, employé privé, demeurant professionnellement à 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration datée du 27 mars 2013,

laquelle procuration signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, restera jointe au présent acte pour être soumise aux formalités d'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme il est dit ci-avant, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la société «CHECKMATE, SICAV», une société anonyme constituée sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Variable, établie et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19-21,

boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro 111581, ci-après dénommée «la Société», a été constituée suivant acte reçu en date du 04 novembre 2005 par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C 1268 du 24 novembre 2012.

- Les statuts de la société n'ont jamais été modifiés.
- Le capital initial est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) divisé en trois cent dix (310) actions entièrement libérées sans valeur nominale;
- Que l'actionnaire unique est devenu successivement le propriétaire de toutes les actions représentatives du capital souscrit de la Société;
- Que l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;
- Que l'actionnaire unique désigne comme liquidateur de la Société Fiduciaire Mevea Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à 45-47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.455, représentée par Monsieur Roland De Cillia, et que le liquidateur a déclaré dans son rapport:
 - * que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné, tel que cela ressort d'une situation comptable arrêtée au 15 mai 2013;
 - * que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel;
 - * qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;
 - * que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique en date de ce jour;
- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par KPMG Luxembourg S.à r.l., une société ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133, désigné commissaire à la liquidation;
- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au réviseur d'entreprise de la Société et;
- Que décharge pleine et entière est donnée au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;
- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
- Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Et à l'instant le comparant a présenté au notaire instrumentant le registre des actionnaires qui a été détruit par le notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MOLARO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 mai 2013. Relation: RED/2013/770. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 mai 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013065281/64.

(130080500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

MW Zander Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 115.596.

VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechzehnten Mai,

Vor Maître Henri BECK, Notar, ansässig in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg),

sind erschienen:

1) MW Zander Luxembourg Holding S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115.596, gegründet am 4. April 2006 durch notarielle Urkunde, veröffentlicht im

Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 29. Juni 2006 unter der Nummer 1253. Die Gesellschaft wurde durch notarielle Urkunde vom 3. Dezember 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 7. Januar 2010 unter der Nummer 40, aufgelöst und in Liquidation gesetzt;

hier vertreten durch Herrn Philipp Metzschke, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg auf Grundlage einer privatschriftlichen Vollmacht vom 13. Mai 2013,

und

2) MWZ Group GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz Wien und der (auch für Zustellungen maßgeblichen) Geschäftsanschrift Handelskai 94-96, A-1200 Wien, eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h, gegründet am 3. Juli 2009 und eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien seit dem 10. Juli 2009,

hier vertreten durch Frau Catherine Volodine, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg auf Grundlage einer privatschriftlichen Vollmacht vom 13. Mai 2013.

Die Vollmachten und Kopien der Beschlüsse des Liquidators der übertragenden Gesellschaft werden nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen erklären:

- der Liquidator der MW Zander Luxembourg Holding S.A. und der Geschäftsführer der MWZ Group GmbH haben beschlossen, die Aktiva und Passiva der MW Zander Luxembourg Holding S.A. und der MWZ Group GmbH im Wege der Verschmelzung durch Übernahme der MW Zander Luxembourg Holding S.A. durch die MWZ Group GmbH zu vereinigen,

- die MWZ Group GmbH ist derzeit Eigentümerin von vierunddreißigtausend vierundzwanzig (34.024) Aktien und damit Eigentümerin sämtlicher, somit auch sämtlicher stimmberechtigter Aktien der MW Zander Luxembourg Holding S.A.

Die Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, den Verschmelzungsplan wie folgt zu beurkunden:

Art. I. Grundlagen.

I.1. Übertragende Gesellschaft:

MW Zander Luxembourg Holding S.A., in Liquidation, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxembourg unter der Sektion B, Nummer 115.596 (die „Übertragende Gesellschaft“).

Das Gesellschaftskapital der Übertragenden Gesellschaft beträgt im Nominale zweiundvierzigtausend fünfhundertdreißig Euro (EUR 42.530,00) und ist in vierunddreißigtausend vierundzwanzig (34.024) Aktien im Nennbetrag von je einem Euro und fünfundzwanzig cent (EUR 1,25) eingeteilt.

I.2. Übernehmende Gesellschaft:

MWZ Group GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz Wien und der (auch für Zustellungen maßgeblichen) Geschäftsanschrift Handelskai 94-96, A-1200 Wien, eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h (die „Übernehmende Gesellschaft“).

I.3. Die Übertragende Gesellschaft wurde gegründet am 4. April 2006 durch notarielle Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 29. Juni 2006 unter der Nummer 1253.

I.4. Die Übernehmende Gesellschaft wurde gegründet am 3. Juli 2009 und ist seit dem 10. Juli 2009 im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h eingetragen.

I.5. Die Übertragende Gesellschaft befindet sich seit dem 3. Dezember 2009 in freiwilliger Liquidation. Mit der Verteilung des Vermögens im Rahmen der Liquidation wurde bisher nicht begonnen, sodass die Liquidation der grenzüberschreitenden Verschmelzung nicht entgegensteht.

I.6. Der Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft wird diesem Verschmelzungsplan als Beilage./1 angeschlossen.

I.7. Die Übernehmende Gesellschaft hält sämtliche vierunddreißigtausend vierundzwanzig (34.024) Aktien der Übertragenden Gesellschaft und ist somit alleinige Aktionärin dieser Gesellschaft.

I.8. Zur Verschmelzung der Übertragenden Gesellschaft mit der Übernehmenden Gesellschaft ohne Durchführung einer Kapitalerhöhung und unter Inanspruchnahme der Begünstigungen des Artikel I des österreichischen Umgründungssteuergesetzes (das „Umgründungssteuergesetz“) errichten die Vertragsteile den folgenden Verschmelzungsplan gemäß den Vorschriften des Abschnittes XIV des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „LSC“), unter Berücksichtigung der Maßgaben der Richtlinie 2005/56/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten (die „Richtlinie“) und unter Bedachtnahme auf das österreichische Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Verschmelzung von Kapitalgesellschaften in der Europäischen Union BGBl. I 72/2007 in seiner aktuellen Fassung (das „EU-VerschG“).

Art. II. Verschmelzung.

II.1. Die Übertragende Gesellschaft wird durch Übertragung ihres Vermögens als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten und unter Verzicht auf die Finalisierung der eingeleiteten freiwilligen Liquidation im Wege der Gesamtrechtsnachfolge mit der Übernehmenden Gesellschaft unter Inanspruchnahme der Begünstigungen des Artikel I Umgründungssteuergesetz gemäß den Bestimmungen der Artikel 257 und 274 LSC beziehungsweise § 3 EU-VerschG verschmolzen. Die Verschmelzung wird mit Eintragung bei der Übernehmenden Gesellschaft wirksam (Artikel 12 Richtlinie; § 15 Absatz 4 EU-VerschG; § 225a Absatz 3 AktG).

II.2. Diese Verschmelzung soll wie unter II.1 beschrieben wirksam werden und gemäß den Artikeln 278, 274 LSC bzw. dem EU-VerschG die folgenden Konsequenzen nach sich ziehen:

- a) Das Vermögen der Übertragenden Gesellschaft geht einschließlich der Schulden auf die Übernehmende Gesellschaft über;
- b) die Übertragende Gesellschaft erlischt;
- c) die vierunddreißigtausend vierundzwanzig (34.024) Aktien der Übertragenden Gesellschaft, die von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten werden, sind annulliert.

Art. III. Umtauschverhältnis, Gewährung von Anteilen an der Übernehmenden Gesellschaft, Gewinnberechtigung

III.1. Da die Übernehmende Gesellschaft alle Aktien in der Übertragenden Gesellschaft hält, unterbleibt:

III.1.1. die Festlegung von Umtauschverhältnissen;

III.1.2. gemäß § 3 Absatz 2 EU-VerschG in Verbindung mit § 224 Absatz 2 Z 1. des österreichischen Aktiengesetzes („AktG“) und Artikel 260 (1) LSC die Gewährung von Geschäftsanteilen an der Übernehmenden Gesellschaft; die Übernehmende Gesellschaft verzichtet überdies als Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft gemäß § 224 Absatz 2 Z. 2 AktG auf die Gewährung von Geschäftsanteilen; und

III.1.3. die Bestimmung des Zeitpunktes, von dem an neu gewährte Anteile Gewinnberechtigung besitzen.

Art. IV. Schlussbilanz, Verschmelzungstichtag.

IV.1. Diesem Verschmelzungsvorgang wird die festgestellte Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2012 (Beilage ./2) zugrunde gelegt.

IV.2. Demgemäß wird als Verschmelzungstichtag für die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht und für die Rechnungslegung der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft der 31. Dezember 2012 vereinbart; zu diesem Stichtag wurde auch der Jahresabschluss der Übernehmenden Gesellschaft aufgestellt.

IV.3. Die Bewertung der auf die Übernehmende Gesellschaft übergehenden Aktiv- und Passivvermögen erfolgt in der Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft in Übereinstimmung mit den geltenden Unternehmens- und steuerrechtlichen Bilanzierungsgrundsätzen.

IV.4. Mit dem Ablauf des Verschmelzungstichtages gelten Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

Art. V. Vermögensübergang. Der Zeitpunkt, an dem die grenzüberschreitende Verschmelzung wirksam wird, bestimmt sich nach dem Recht der Übernehmenden Gesellschaft; nach dem danach maßgeblichen österreichischen Recht wird die Verschmelzung mit Eintragung bei der Übernehmenden Gesellschaft wirksam (Artikel 12 Richtlinie; § 15 Absatz 4 EU-VerschG; § 225a Absatz 3 AktG).

Art. VI. Auswirkungen der Verschmelzung auf Arbeitnehmer, Beschäftigungslage und -bedingungen. Keine der beiden am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften beschäftigt Arbeitnehmer. Mithin treten im Zuge der Verschmelzung für Arbeitnehmer keine Veränderungen in der Beschäftigungslage und den Beschäftigungsbedingungen ein. Angaben zu Verfahren, nach denen die Einzelheiten über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in der Übernehmenden Gesellschaft geregelt werden, sind daher entbehrlich.

Art. VII. Sondermaßnahmen. Die Übernehmende Gesellschaft gewährt keine Sonderrechte im Sinne des Artikel 5 littera g) Richtlinie, des Artikel 261 (2), Z 6 LSC bzw. des § 5 Absatz 2 Z. 7 EU-VerschG. Diesbezügliche Maßnahmen sind daher nicht vorgesehen.

Art. VIII. Sondervorteile. Die Vertragsteile halten übereinstimmend fest, dass keine Sondervorteile im Sinne des Artikel 5 littera h) der Richtlinie, des Artikel 261 (2), Z 7 LSC bzw. des § 5 Absatz 2 Z. 8 EU-VerschG im Zuge des Verschmelzungsvorganges gewährt werden.

Art. IX. Barabfindung. Die Aufnahme einer Regelung über eine Barabfindung ist entbehrlich, da alle Aktien in der Übertragenden Gesellschaft von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten werden und die Übernehmende Gesellschaft überdies in ihrer Eigenschaft als Alleinaktionärin der übertragenden Gesellschaft auf jegliche derartige Abfindung verzichtet.

Art. X. Dokumenteinsicht, Verzichtserklärung.

X.1. Für den Zeitraum, beginnend ab der Veröffentlichung dieses Verschmelzungsplanes im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations bis zum Verschmelzungsdatum, hat der Gesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft das

Recht, die in Artikel 278, 267 (1) a), b), c) LSC genannten Dokumente am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft einzusehen. Eine Kopie dieser Dokumente wird dem Gesellschafter auf Anfrage zur Verfügung gestellt. In den Fällen, in denen ein Gesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft der Nutzung elektronischer Kommunikationsmittel durch die Übernehmende Gesellschaft zugestimmt hat, können solche Kopien elektronisch zur Verfügung gestellt werden, dies gemäß Artikel 279 (1), 267 (3) LSC. Die Übernehmende Gesellschaft verzichtet in ihrer Eigenschaft als Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft auf die Zusendung der in § 221a Absatz 2 AktG genannten Unterlagen; der Alleingesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft hat auf die Zusendung der in § 221 a Absatz 2 AktG genannten Unterlagen verzichtet (Beilage ./3).

X.2. Da sich alle Aktien der Übertragenden Gesellschaft in der Hand der übernehmenden Gesellschaft befinden, ist eine Zustimmung der Generalversammlung der Übertragenden Gesellschaft nicht erforderlich (Artikel 9 Abs 1 Richtlinie in Verbindung mit Artikel 15 Absatz 1 Richtlinie, Artikel 279 (2) LSC). Die Übernehmende Gesellschaft erklärt in ihrer Eigenschaft als Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft, die Regelungen der Richtlinie sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts zu akzeptieren. Der Abschluss dieses Verschmelzungsplanes erfolgt vorbehaltlich der Zustimmung der Generalversammlung der Übernehmenden Gesellschaft. Der Alleingesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft hat jedoch bereits erklärt, die Regelungen der Richtlinie sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts zu akzeptieren (Beilage ./3).

Art. XI. Prüfung des Verschmelzungsplans. Die Übernehmende Gesellschaft erklärt in ihrer Eigenschaft als Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft, auf die Prüfung des Verschmelzungsplanes zu verzichten. Der Alleingesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft hat auf die Prüfung des Verschmelzungsplanes verzichtet (Beilage ./3).

Art. XII. Umgründungssteuerrechtliche Begünstigungen. Für den gegenständlichen Verschmelzungsvorgang werden die Begünstigungen des Artikel I Umgründungssteuergesetz in Anspruch genommen.

Art. XIII. Kosten. Alle Kosten der Errichtung und Vergebührung dieses Verschmelzungsplanes sowie alle durch die Verschmelzung verursachten Kosten, Steuern, Abgaben und Gebühren trägt die Übernehmende Gesellschaft allein.

Art. XIV. Rechte der Gläubiger. Gemäß Artikel 268 (1) LSC können die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft, deren Forderungen ihren Ursprung vor der Veröffentlichung der Dokumente haben, welche die Wirksamkeit der Verschmelzung gemäß Artikel 273 LSC feststellen, binnen zwei (2) Monaten ab dieser Veröffentlichung, die Leistung von Sicherheiten für fällige oder noch nicht fällige Forderungen beantragen. Die Gläubiger müssen jedoch glaubhaft machen, dass die Verschmelzung ein Risiko für die Ausübung ihrer Rechte als Gläubiger darstellt und dass die Übertragende Gesellschaft ihnen keine adäquaten Sicherheiten gewährt hat.

Die Erstellung der Sicherheiten muss beim Vorsitzenden der Kammer des, für den Verwaltungsbezirk des Gesellschaftssitzes der Übertragenden Gesellschaft zuständigen, Tribunal d'arrondissement, welches per Handels- oder Eilverfahren tagt, beantragt werden.

Der Vorsitzende wird diesem Antrag nicht stattgeben, falls, in Anbetracht der finanziellen Situation der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, der Gläubiger über ausreichend Sicherheiten verfügt oder solche Sicherheiten nicht notwendig sind.

Die Übertragende Gesellschaft kann diesen Antrag abwenden, indem sie die Forderung des Gläubigers, auch wenn es sich hierbei um eine befristete Forderung handelt, begleicht.

Falls die Sicherheit nicht in der geforderten Frist erstellt wird, wird die Forderung sofort fällig.

Die Rechte der Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft ergeben sich gemäß § 3 Abs 2 EU-VerschG aus § 96 Abs 2 des österreichischen Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung in Verbindung mit § 226 AktG. Danach ist den Gläubigern der Übernehmenden Gesellschaft, wenn sie sich binnen sechs Monaten nach der Veröffentlichung der Eintragung der Verschmelzung zu diesem Zwecke melden, Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können; dieses Recht steht den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, steht solchen Gläubigern nicht zu, die im Insolvenzverfahren ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichteten und behördlich überwachten Deckungsmasse haben.

Art. XV. Schlussbestimmungen.

XV. 1. Jede an der Verschmelzung beteiligte Gesellschaft verpflichtet sich, die Vorschriften und Formalitäten des für sie geltenden innerstaatlichen Rechts einzuhalten bzw. zu erledigen (Artikel 4 Absatz 1 littera b) Richtlinie). Im Übrigen wird für diesen Verschmelzungsplan, den Verschmelzungsvorgang und dessen Folgen die Anwendung materiellen österreichischen Rechtes vereinbart.

XV.2. Im Falle von Streitigkeiten aus oder im Zusammenhang mit diesem Verschmelzungsplan (einschließlich solcher über seine Gültigkeit) wird ist - soweit gesetzlich zulässig - die ausschließliche Zuständigkeit des für den 1. Wiener Gemeindebezirk örtlich zuständigen, jeweils sachlich zuständigen Gerichtes in Wien (Österreich) vereinbart.

XV.3. Die Übertragende Gesellschaft wird der Übernehmenden Gesellschaft am Wirksamkeitsdatum der Verschmelzung ihre sämtlichen Unterlagen übergeben. Sämtliche Unterlagen der Übertragenden Gesellschaft werden während der gesetzlich vorgeschriebenen Dauer am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft verwahrt.

Beilage ./1: Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft

Beilage ./2: Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2012

Beilage ./3: Verzichts- und Akzeptanzerklärung des Alleingeschafters der Übernehmenden Gesellschaft

Beilage ./4: Verzichts- und Akzeptanzerklärung der Übernehmenden Gesellschaft

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. METZSCHKE, C. VOLODINE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 mai 2013. Relation: ECH/2013/953. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

Es folgt eine Kopie der Anlagen:

NOTARIATSAKT

Heute, am 3. (dritten) Juli 2009 (zweitausendneun) hat vor mir, Doktor Christoph Bieber, öffentlichem Notar mit dem Amtssitz in Wien - Innere Stadt und der Amtskanzlei in 1010 Wien, Seilerstätte 28, in den Räumlichkeiten der Stumpf AG in 1200 Wien, Handelskai 94-96, wohin ich mich über Ersuchen begeben habe, der nachstehend genannte, mir persönlich bekannte Herr Magister Viktor Orgonyi, geboren am 11. (elften) November 1965 (neunzehnhundertfünfundsechzig), als selbständig vertretungsbefugter Geschäftsführer der Stumpf Engineering GmbH, 1200 Wien, Handelskai 94-96, FN 329445 d, nachstehende Erklärung über die Errichtung der Gesellschaft (Gesellschaftsvertrag) zu Akt gegeben:

Erklärung über die Errichtung der Gesellschaft (Gesellschaftsvertrag)

I. Firma. Die Stumpf Engineering GmbH errichtet unter der Firma

MWZ Group GmbH

eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

II. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Wien.

Die Gesellschaft ist berechtigt, im In- und Ausland Zweigniederlassungen zu errichten.

III. Gegenstand des Unternehmens. Gegenstand des Unternehmens ist

a) der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung von Beteiligungen an anderen Unternehmen jeglicher Rechtsform im In- und Ausland, insbesondere von Geschäftsanteilen an der MWZ Group GmbH mit dem Sitz in Stuttgart;

b) die Erbringung von Engineering-Leistungen im In- und Ausland.

Bankgeschäfte im Sinne des Bankwesengesetzes sind von der Tätigkeit der Gesellschaft ausgeschlossen.

IV. Stammkapital und Stammeinlagen. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 35.000,- (Euro fünfunddreißigtausend) und wird zur Gänze bar eingezahlt.

Von dem Stammkapital übernimmt die Stumpf Engineering GmbH den gesamten Betrag in Höhe von EUR 35.000,- (Euro fünfunddreißigtausend) und leistet darauf eine bare Einzahlung von EUR 35.000,- (Euro fünfunddreißigtausend).

Der Geschäftsanteil eines jeden Gesellschafters bestimmt sich nach der Höhe der von ihm übernommenen Stammeinlage.

V. Dauer und Geschäftsjahr. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der handelsgerichtlichen Registrierung der Gesellschaft und endet mit dem auf die Eintragung im Firmenbuch folgenden 31. (einunddreißigsten) Dezember. In der Folge decken sich die Geschäftsjahre mit den Kalenderjahren.

VI. Geschäftsführung und Vertretung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Es können auch Einzel- und Gesamtprokuristen bestellt werden. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, zeichnet dieser selbständig. Sind zwei oder mehrere Geschäftsführer bestellt, wird die Gesellschaft durch je zwei Geschäftsführer gemeinsam oder durch einen Geschäftsführer gemeinsam mit einem Gesamtprokuristen vertreten. Die Generalversammlung kann auch einem oder mehreren Geschäftsführern Einzelvertretungsrecht erteilen.

VII. Generalversammlung. Die Beschlüsse der Gesellschaft werden in der Generalversammlung gefasst. Je EUR 10,- (Euro zehn) einer übernommenen Stammeinlage gewähren eine Stimme, doch muss jedem Gesellschafter mindestens eine Stimme zustehen. Die Einberufung der Generalversammlung sowie die Bekanntmachungen der Gesellschaft haben mit eingeschriebenen Briefen an die Gesellschafter, an deren der Gesellschaft zuletzt bekannt gegebene Adressen zu erfolgen. Zwischen dem Tage der Aufgabe der Sendung zur Post und dem Tage der Generalversammlung muss mindestens ein Zeitraum von vierzehn Tagen liegen. Im Falle der Beschlussunfähigkeit einer Generalversammlung ist unter Einhaltung einer Frist von vierzehn Tagen eine Generalversammlung neuerlich einzuberufen, die auf die Gegenstände der ursprünglichen Versammlung beschränkt und dann ohne Rücksicht auf die Höhe des vertretenen Stammkapitals beschlussfähig ist.

Die Beschlüsse in der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, sofern das Gesetz oder der Gesellschaftsvertrag nicht zwingend eine größere Mehrheit vorschreibt.

VIII. Jahresabschluss. Der Jahresabschluss einschließlich Gewinn- und Verlustrechnung für ein abgelaufenes Geschäftsjahr ist binnen fünf Monaten von der Geschäftsführung zu errichten und ohne Verzug nach Aufstellung jedem Gesellschafter zuzustellen. Über die Verwendung des Bilanzgewinnes entscheidet die Generalversammlung.

IX. Übertragung von Geschäftsanteilen. Die Geschäftsanteile sind teilbar, übertragbar und frei vererblich. Die ganze oder teilweise Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden bedarf der Zustimmung der Generalversammlung, welche Zustimmung mit einfacher Mehrheit des Stammkapitals zu fassen ist.

X. Gründungskosten. Die Gründungskosten sind bis zum Höchstbetrag von EUR 5.000,- (Euro fünftausend) von der Gesellschaft zu tragen und nach Maßgabe der tatsächlichen Inanspruchnahme in die erste Jahresrechnung einzusetzen.

XI. Subsidiärbestimmung. Soweit in diesem Vertrag nichts anderes vereinbart wurde, gelten ergänzend vorerst die Bestimmungen des Gesetzes über die Gesellschaft mit beschränkter Haftung und dann die der übrigen Gesetze.

Von diesem Notariatsakt können an die Gesellschafter, Geschäftsführer und an die künftigen Liquidatoren der Gesellschaft sowie an die Gesellschaft selbst, jeweils auf Kosten des Verlangenden, beliebig viele Ausfertigungen erteilt werden.

Herr Doktor Rupert Brix, öffentlicher Notar, 1010 Wien, Seilerstätte 28, wird bevollmächtigt, allfällige Änderungen und/oder Ergänzungen dieser Errichtungserklärung in Notariatsaktsform vorzunehmen, die vom Firmenbuchgericht verlangt werden; diese Vollmacht erlischt mit der Eintragung der Gesellschaft im Firmenbuch.

Hierüber wurde dieser Notariatsakt von mir, Notar, aufgenommen, dem Erschienenen vollinhaltlich vorgelesen, von demselben als seinem Willen vollkommen entsprechend mir bestätigt und vor mir unterschrieben, worauf auch ich, Notar, meine Amtsfertigung beisetze.

Enregistré à Echternach, le 17 mai 2013. Relation: ECH/2013/953. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Signature.

Stumpf Engineering GmbH
Mag. Viktor Orgonyi
Dr. Christoph BIEBER
Notar

MW Zander Luxembourg Holding S.A., en liquidation volontaire

Resolutions taken by the sole shareholder on 27 February 2013

The sole shareholder takes the following resolutions:

1. The Sole Shareholder approves the report of the Liquidator and the amended balance sheet and the profit and loss account as at December 31, 2012.
2. The net profit for the amended financial year ended December 31, 2012 amounting to EUR 22.904,86 be carried forward to the next financial year.
3. Discharge be and is hereby granted to the Liquidator in respect of the execution of his mandate to December 31, 2012.
4. In order to comply with article 100 of the Law of 10 August 1915 (as amended), the sole Shareholder resolves to continue with the Company's activities despite the fact that the accumulated losses incurred by the Company as at December 31, 2012 exceed 75% of the share capital.

MWZ Group GmbH
Signature

*Balance-sheet en EUR
au 31/12/2012 (01/01/2012 - 31/12/2012)*

ASSETS

C. Fixed assets

C.II. Tangible fixed assets

3. OTHERS FIXTURES AND FITTINGS, TOOLS AND EQUIPMENT

2235100 EUR VALUE ADJUSTMENTS / HP COMPAQ DC5700	(951.05)	(951.05)
2238000 EUR HP COMPAQ DC5700	951.05	951.05
	0.00	0.00

D. Current assets		
D.IV. CASH AT BANK, CASH IN POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, CHEQUES AND CASH IN HAND		
5131000 EUR ROTSCCHILD BANK C/C EUR	1,287.84	0.00
5131155 EUR ROTSCCHILD BANK C/C EUR	0.00	455.14
	<u>1,287.84</u>	<u>455.14</u>
E. Deferred charges		
4810000 EUR EXPENSES RECOGNISED IN ADVANCE	0.00	1,184.66
	<u>0.00</u>	<u>1,184.66</u>
TOTAL ASSETS	<u>1,287.84</u>	<u>1,639.80</u>
LIABILITIES		
A. Equity		
A.I. Subscribed capital		
1010000 EUR CAPITAL	42,530.00	42,530.00
	<u>42,530.00</u>	<u>42,530.00</u>
A.IV. Reserves		
1. LEGAL RESERVE		
1310000 EUR LEGAL RESERVE	4,253.00	4,253.00
	<u>4,253.00</u>	<u>4,253.00</u>
TOTAL A.IV RESERVES	<u>4,253.00</u>	<u>4,253.00</u>
A.V. Profit or loss brought forward		
1410100 EUR RESULTS BROUGHT FORWARD	(68,400.02)	(61,026.59)
	<u>(68,400.02)</u>	<u>(61,026.59)</u>
A.VI. Profit or loss for the financial year	22,904.86	(7,373.43)
D. Non subordinated debts		
D.4. Trade creditors		
A) FALLING DUE IN ONE YEAR OR LESS		
4411100 EUR SUPPLIERS	0.00	5,582.19
4411200 EUR SUPPLIERS - INVOICES IN TRANSIT	0.00	6,200.00
	<u>0.00</u>	<u>11,782.19</u>
TOTAL D.4 TRADE CREDITORS		<u>11,782.19</u>
D.8. Tax and social security debts		
A) TAX DEBTS		
4612120 EUR INCOME TAX 2011	0.00	1,575.00
4612320 EUR PROVISION WEALTH TAX	0.00	1,793.75
	<u>0.00</u>	<u>3,368.75</u>
TOTAL D.VIII. TAX AND SOCIAL SECURITY DEBTS		<u>3,368.75</u>
D.9. Other creditors		
B) FALLING DUE IN MORE THAN ONE YEAR		
4722100 EUR SHAREHOLDERS LOANS	0.00	8,105.88
	<u>0.00</u>	<u>8,105.88</u>
TOTAL D.IX. OTHER CREDITORS		<u>8,105.88</u>
TOTAL LIABILITIES	<u>1,287.84</u>	<u>1,639.80</u>
Profit & Loss en EUR		
au 31/12/2012 (01/01/2012 - 31/12/2012)		
A. CHARGES		
A.2. OTHER EXTERNAL CHARGES		
6134200 EUR ADMINISTRATIVE AND ACCOUNTACY FEES	2,622.16	5,044.24
6153800 EUR OTHER FEES	119.20	142.19
6187000 EUR MEMBERSHIP OF PROFESSIONAL BODIES	350.00	350.00
	<u>3,091.36</u>	<u>5,536.43</u>
GROSS EXPENSES	<u>3,091.36</u>	<u>5,536.43</u>
A.8. Interest and other financial charges		

B) OTHER INTEREST AND SIMILAR CHARGES

6580000 EUR OTHER FINANCIAL CHARGES	455.00	200.00
	455.00	200.00

TOTAL A.8 INTEREST AND OTHER FINANCIAL CHARGES	455.00	200.00
--	--------	--------

A.10. Income tax

6711000 EUR INCOME TAX CURRENT PERIOD	1,575.00	1,575.00
---	----------	----------

6711001 EUR INCOME TAX / INTEREST	28.30	0.00
---	-------	------

	1,603.30	1,575.00
--	----------	----------

A.11. OTHER TAXES NOT INCLUDED IN THE PREVIOUS CAPTION

6811000 EUR WEALTH TAX CURRENT PERIOD	62.00	62.00
---	-------	-------

6811001 EUR WEALTH TAX / INTEREST	69.30	0.00
---	-------	------

	131.30	62.00
--	--------	-------

A.12. Profit for the financial year	22,904.86	
---	-----------	--

TOTAL CHARGES	28,185.82	7,373.43
---------------------	-----------	----------

B. INCOME

B.9. Extraordinary income

7688001 EUR REVERSAL LIQUIDATION FEES	6,200.00	0.00
---	----------	------

7688002 EUR WAIVER SHAREHOLDER'S C/A	14,045.88	0.00
--	-----------	------

7688004 EUR REVERSAL SUPPLIERS	6,298.89	0.00
--------------------------------------	----------	------

7710000 EUR CORPORATE INCOME TAX ADJUSTMENTS	1,603.30	0.00
--	----------	------

7810000 EUR WEALTH TAX ADJUSTMENTS	37.75	0.00
--	-------	------

	28,185.82	0.00
--	-----------	------

B.10. Loss for the financial year		7,373.43
---	--	----------

TOTAL INCOME	28,185.82	7,373.43
--------------------	-----------	----------

Enregistré à Echternach, le 17 mai 2013. Relation: ECH/2013/953. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Signature.

Dr Christoph BIEBER

Öffentlicher Notar, Wien, innere Stadt

Die Echtheit vorstehender Firmazeichnung des Herrn Magister Viktor Orgonyi als Geschäftsführer der Stumpf Engineering GmbH (FN 329445d), mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift 1200 Wien, Handelskai 94-96, wird bestätigt. Auf Grund der heute vorgenommenen Einsichtnahme in das Firmenbuch bestätige ich gemäß § 89a Notariatsordnung die alleinige Vertretungsberechtigung des Vorgenannten für die unter FN 329445d eingetragene Stumpf Engineering GmbH.

Wien, am 14. (vierzehnten) Mai 2013 (zweitausenddreizehn).

Dr. Christian MAYER

NOTAR - PARTNER

als Substitut des öffentlichen Notars Dr. Christoph Bieber

mit dem Amtssitz in Wien - Innere Stadt

Verzichtserklärung und Akzeptanzerklärung

Die Stumpf Engineering GmbH (FN 329445 d Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 verzichtet hiermit als Alleingesellschafterin der MWZ Group GmbH (FN 329873 h Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 (im Folgenden: „Gesellschaft“) in Ansehung der grenzüberschreitenden Verschmelzung der Gesellschaft als der übernehmenden Gesellschaft mit der MW Zander Luxembourg Holding S.A. (in Liquidation) mit dem Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115.596, als der übertragenden Gesellschaft

1. auf die Zusendung der in § 221a Abs 2 AktG genannten Unterlagen (§ 97 Abs 1 GmbHG; § 3 Abs 2 EU-VerschG);
2. auf die Erteilung von Abschriften der in § 221a Abs 2 AktG genannten Unterlagen (§8 Abs 3 EU-VerschG);
3. auf die Prüfung des Verschmelzungsplans (§ 100 Abs 2 GmbHG; § 220b AktG; § 7 Abs 1 EU-VerschG);
4. auf jegliche Barabfindung (§ 5 Abs 4 EU-VerschG);
5. auf die Einhaltung aller verschmelzungsrechtlichen Vorschriften über die Vorbereitung des Beschlusses über die Genehmigung des Verschmelzungsplans, soweit es sich um verzichtbare Vorschriften handelt,

und gibt hiermit die Erklärung ab, die Regelungen der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts in Ansehung der eingangs genannten grenzüberschreitenden Verschmelzung zu akzeptieren.

Enregistré à Echternach, le 17 mai 2013. Relation: ECH/2013/953. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Signature.

Wien, am 14. Mai 2013.

Stumpf Engineering GmbH
Unterschrift

Dr Christoph BIEBER
Öffentlicher Notar, Wien, innere Stadt

Die Echtheit vorstehender Firmazeichnung des Herrn Magister Viktor Orgonyi als Geschäftsführer der MWZ Group GmbH (FN 329873h), mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift 1200 Wien, Handelskai 94-96, wird bestätigt. Auf Grund der heute vorgenommenen Einsichtnahme in das Firmenbuch bestätige ich gemäß § 89a Notariatsordnung die alleinige Vertretungsberechtigung des Vorgenannten für die unter FN 329873h eingetragene MWZ Group GmbH.

Wien, am 14. (vierzehnten) Mai 2013 (zweitausenddreizehn).

Dr. Christian MAYER
NOTAR - PARTNER
als Substitut des öffentlichen Notars Dr. Christoph Bieber
mit dem Amtssitz in Wien - Innere Stadt

Verzichtserklärung und Akzeptanzerklärung

Die MWZ Group GmbH (FN 329873 h Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 verzichtet hiermit als Alleingesellschafterin der MW Zander Luxembourg Holding S.A. (in Liquidation) mit dem Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115.596 in Ansehung der grenzüberschreitenden Verschmelzung der vorgenannten MW Zander Luxembourg Holding S.A. (in Liquidation) als der übertragenden Gesellschaft mit ihr, somit der vorgenannten MWZ Group GmbH, als der übernehmenden Gesellschaft,

1. auf die Prüfung des Verschmelzungsplans;
2. auf jegliche Barabfindung;
3. auf die Einhaltung aller verzichtbaren verschmelzungsrechtlichen Vorschriften,

und gibt hiermit die Erklärung ab, die Regelungen der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts in Ansehung der eingangs genannten grenzüberschreitenden Verschmelzung zu akzeptieren.

Wien, am 14. Mai 2013.

MWZ Group GmbH
Unterschrift

Référence de publication: 2013067158/428.

(130082244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

MWZ Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 115.838.

VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechzehnten Mai,

Vor Maître Henri BECK, Notar, ansässig in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg),

sind erschienen:

1) MWZ Finance S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115.838, gegründet am 6. April 2006 durch notarielle Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 6. Juli 2006 unter der Nummer 1304.

Die Gesellschaft wurde durch notarielle Urkunde vom 8. Dezember 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 9. Januar 2010 unter der Nummer 59, aufgelöst und in Liquidation gesetzt;

hier vertreten durch Herrn Philipp Metzschke, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg auf Grundlage einer privatschriftlichen Vollmacht vom 13. Mai 2013,

und

2) MWZ Group GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz Wien und der (auch für Zustellungen maßgeblichen) Geschäftsanschrift Handelskai 94-96, A-1200 Wien, eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h, gegründet am 3. Juli 2009 und eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien seit dem 10. Juli 2009,

hier vertreten durch Frau Catherine Volodine, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg auf Grundlage einer privat schriftlichen Vollmacht vom 13. Mai 2013.

Die Vollmachten und Kopien der Beschlüsse des Liquidators der übertragenden Gesellschaft werden nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen erklären:

- der Liquidator der MWZ Finance S.à r.l. und der Geschäftsführer der MWZ Group GmbH haben beschlossen, die Aktiva und Passiva der MWZ Finance S.à r.l. und der MWZ Group GmbH im Wege der Verschmelzung durch Übernahme der MWZ Finance S.à r.l. durch die MWZ Group GmbH zu vereinigen,

- die MWZ Group GmbH ist derzeit Eigentümerin von einhundert (100) Anteilen und damit Eigentümerin sämtlicher, somit auch sämtlicher stimmberechtigter Anteile an der MWZ Finance S.à r.l.

Die Erschienenen ersuchen den unterzeichneten Notar, den Verschmelzungsplan wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Grundlagen.

I.1. Übertragende Gesellschaft:

MWZ Finance S.à r.l., in Liquidation, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxembourg unter der Sektion B, Nummer 115.838 (die „Übertragende Gesellschaft“).

Das Gesellschaftskapital der Übertragenden Gesellschaft beträgt im Nominale zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,00) und ist in hundert (100) Anteile im Nennbetrag von je einhundertfünfzig Euro (EUR 125,00) unterteilt.

I.2. Übernehmende Gesellschaft:

MWZ Group GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz Wien und der (auch für Zustellungen maßgeblichen) Geschäftsanschrift Handelskai 94-96, A-1200 Wien, eingetragen im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h (die „Übernehmende Gesellschaft“).

I.3. Die Übertragende Gesellschaft wurde gegründet am 6. April 2006 durch notarielle Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 6. Juli 2006 unter der Nummer 1304.

I.4. Die Übernehmende Gesellschaft wurde gegründet am 3. Juli 2009 und ist seit dem 10. Juli 2009 im Firmenbuch beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 329873 h eingetragen.

I.5. Die Übertragende Gesellschaft befindet sich seit dem 8. Dezember 2009 in freiwilliger Liquidation. Mit der Verteilung des Vermögens im Rahmen der Liquidation wurde bisher nicht begonnen, sodass die Liquidation der grenzüberschreitenden Verschmelzung nicht entgegensteht.

I.6. Der Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft wird diesem Verschmelzungsplan als Beilage./1 angeschlossen.

I.7. Die Übernehmende Gesellschaft hält sämtliche einhundert (100) Anteile an der Übertragenden Gesellschaft und ist somit alleinige Gesellschafterin dieser Gesellschaft.

I.8. Zur Verschmelzung der Übertragenden Gesellschaft mit der Übernehmenden Gesellschaft ohne Durchführung einer Kapitalerhöhung und unter Inanspruchnahme der Begünstigungen des Artikel I des österreichischen Umgründungssteuergesetzes (das „Umgründungssteuer-gesetz“) errichten die Vertragsteile den folgenden Verschmelzungsplan gemäß den Vorschriften des Abschnittes XIV des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „LSC“), unter Berücksichtigung der Maßgaben der Richtlinie 2005/56/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten (die „Richtlinie“) und unter Bedachtnahme auf das österreichische Bundesgesetz über die grenzüberschreitende Verschmelzung von Kapitalgesellschaften in der Europäischen Union BGBl I 72/2007 in seiner aktuellen Fassung (das „EU-VerschG“).

Art. 2. Verschmelzung.

II. 1. Die Übertragende Gesellschaft wird durch Übertragung ihres Vermögens als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten und unter Verzicht auf die Finalisierung der eingeleiteten freiwilligen Liquidation im Wege der Gesamtrechtsnachfolge mit der Übernehmenden Gesellschaft unter Inanspruchnahme der Begünstigungen des Artikel I Umgründungssteuergesetz gemäß den Bestimmungen der Artikel 257 und 274 LSC beziehungsweise § 3 EU-VerschG verschmolzen. Die

Verschmelzung wird mit Eintragung bei der Übernehmenden Gesellschaft wirksam (Artikel 12 Richtlinie; § 15 Absatz 4 EU-VerschG; § 225a Absatz 3 AktG).

II.2. Diese Verschmelzung soll wie unter II. 1 beschrieben wirksam werden und gemäß den Artikeln 278, 274 LSC bzw. dem EU-VerschG die folgenden Konsequenzen nach sich ziehen:

- a) Das Vermögen der Übertragenden Gesellschaft geht einschließlich der Schulden auf die Übernehmende Gesellschaft über;
- b) die Übertragende Gesellschaft erlischt;
- c) die einhundert (100) Anteile der Übertragenden Gesellschaft, die von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten werden, sind annulliert.

Art. 3. Umtauschverhältnis, Gewährung von Anteilen an der Übernehmenden Gesellschaft, Gewinnberechtigung.

III. 1. Da die Übernehmende Gesellschaft alle Anteile an der Übertragenden Gesellschaft hält, unterbleibt:

III. 1.1, die Festlegung von Umtausch Verhältnissen;

III. 1.2. gemäß § 3 Absatz 2 EU-VerschG in Verbindung mit § 224 Absatz 2 Z 1. des österreichischen Aktiengesetzes („AktG“) und Artikel 260(1) LSC die Gewährung von Geschäftsanteilen an der Übernehmenden Gesellschaft; die Übernehmende Gesellschaft verzichtet überdies als Alleingesellschafterin der Übertragenden Gesellschaft gemäß § 224 Absatz 2 Z. 2 AktG auf die Gewährung von Geschäftsanteilen; und

III. 1.3. die Bestimmung des Zeitpunktes, von dem an neu gewährte Anteile Gewinnberechtigung besitzen.

Art. 4. Schlussbilanz, Verschmelzungstichtag.

IV. 1. Diesem Verschmelzungsvorgang wird die festgestellte Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2012 ("Beilage./2) zugrunde gelegt.

IV.2. Demgemäß wird als Verschmelzungstichtag für die Verschmelzung aus buchhalterischer und steuerlicher Sicht und für die Rechnungslegung der Übertragenden Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft der 31. Dezember 2012 vereinbart; zu diesem Stichtag wurde auch der Jahresabschluss der Übernehmenden Gesellschaft aufgestellt.

IV.3. Die Bewertung der auf die Übernehmende Gesellschaft übergehenden Aktiv- und Passivvermögen erfolgt in der Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft in Übereinstimmung mit den geltenden Unternehmens- und steuerrechtlichen Bilanzierungsgrundsätzen.

IV.4. Mit dem Ablauf des Verschmelzungstichtages gelten Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

Art. 5. Vermögensübergang. Der Zeitpunkt, an dem die grenzüberschreitende Verschmelzung wirksam wird, bestimmt sich nach dem Recht der Übernehmenden Gesellschaft; nach dem danach maßgeblichen österreichischen Recht wird die Verschmelzung mit Eintragung bei der Übernehmenden Gesellschaft wirksam (Artikel 12 Richtlinie; § 15 Absatz 4 EU-VerschG; § 225a Absatz 3 AktG).

Art. 6. Auswirkungen der Verschmelzung auf Arbeitnehmer, Beschäftigungslage und -bedingungen. Keine der beiden am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften beschäftigt Arbeitnehmer. Mithin treten im Zuge der Verschmelzung für Arbeitnehmer keine Veränderungen in der Beschäftigungslage und den Beschäftigungsbedingungen ein. Angaben zu Verfahren, nach denen die Einzelheiten über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in der Übernehmenden Gesellschaft geregelt werden, sind daher entbehrlich.

Art. 7. Sondermaßnahmen. Die Übernehmende Gesellschaft gewährt keine Sonderrechte im Sinne des Artikel 5 littera g) Richtlinie, des Artikel 261(2), Z 6 LSC bzw. des § 5 Absatz 2 Z. 7 EU-VerschG. Diesbezügliche Maßnahmen sind daher nicht vorgesehen.

Art. 8. Sondervorteile. Die Vertragsteile halten übereinstimmend fest, dass keine Sondervorteile im Sinne des Artikel 5 littera h) der Richtlinie, des Artikel 261(2), Z 7 LSC bzw. des § 5 Absatz 2 Z. 8 EU-VerschG im Zuge des Verschmelzungsvorganges gewährt werden.

Art. 9. Barabfindung. Die Aufnahme einer Regelung über eine Barabfindung ist entbehrlich, da alle Anteile an der Übertragenden Gesellschaft von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten werden und die Übernehmende Gesellschaft überdies in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der übertragenden Gesellschaft auf jegliche derartige Abfindung verzichtet.

Art. 10. Dokumenteinsicht, Verzichtserklärung.

X.1. Für den Zeitraum, beginnend ab der Veröffentlichung dieses Verschmelzungsplanes im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations bis zum Verschmelzungsdatum, hat der Gesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft das Recht, die in Artikel 278, 267 (1) a), b), c) LSC genannten Dokumente am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft einzusehen. Eine Kopie dieser Dokumente wird dem Gesellschafter auf Anfrage zur Verfügung gestellt. In den Fällen, in denen ein Gesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft der Nutzung elektronischer Kommunikationsmittel durch die Übernehmende Gesellschaft zugestimmt hat, können solche Kopien elektronisch zur Verfügung gestellt werden, dies gemäß Artikel 279 (1), 267 (3) LSC. Die Übernehmende Gesellschaft verzichtet in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft auf die Zusendung der in § 221a Absatz 2 AktG genannten Unterlagen; der Alleingesellschafter

der Übernehmenden Gesellschaft hat auf die Zusendung der in § 221a Absatz 2 AktG genannten Unterlagen verzichtet (Beilage./3).

X.2. Da sich alle Anteile der Übertragenden Gesellschaft in der Hand der übernehmenden Gesellschaft befinden, ist eine Zustimmung der Generalversammlung der Übertragenden Gesellschaft nicht erforderlich (Artikel 9 Abs 1 Richtlinie in Verbindung mit Artikel 15 Absatz 1 Richtlinie, Artikel 279 (2) LSC). Die Übernehmende Gesellschaft erklärt in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft, die Regelungen der Richtlinie sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts zu akzeptieren. Der Abschluss dieses Verschmelzungsplanes erfolgt vorbehaltlich der Zustimmung der Generalversammlung der Übernehmenden Gesellschaft. Der Alleingesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft hat jedoch bereits erklärt, die Regelungen der Richtlinie sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts zu akzeptieren (Beilage./3).

Art. 11. Prüfung des Verschmelzungsplans. Die Übernehmende Gesellschaft erklärt in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafter der Übertragenden Gesellschaft, auf die Prüfung des Verschmelzungsplanes zu verzichten. Der Alleingesellschafter der Übernehmenden Gesellschaft hat auf die Prüfung des Verschmelzungsplanes verzichtet (Beilage./3).

Art. 12. Umgründungssteuerrechtliche Begünstigungen. Für den gegenständlichen Verschmelzungsvorgang werden die Begünstigungen des Artikel I Umgründungssteuergesetz in Anspruch genommen.

Art. 13. Kosten. Alle Kosten der Errichtung und Vergebührung dieses Verschmelzungsplanes sowie alle durch die Verschmelzung verursachten Kosten, Steuern, Abgaben und Gebühren trägt die Übernehmende Gesellschaft allein.

Art. 14. Recht der Gläubiger. Gemäß Artikel 268 (1) LSC können die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft, deren Forderungen ihren Ursprung vor der Veröffentlichung der Dokumente haben, welche die Wirksamkeit der Verschmelzung gemäß Artikel 273 LSC feststellen, binnen zwei (2) Monaten ab dieser Veröffentlichung die Leistung von Sicherheiten für fällige oder noch nicht fällige Forderungen beantragen. Die Gläubiger müssen jedoch glaubhaft machen, dass die Verschmelzung ein Risiko für die Ausübung ihrer Rechte als Gläubiger darstellt und dass die Übertragende Gesellschaft ihnen keine adäquaten Sicherheiten gewährt hat.

Die Erstellung der Sicherheiten muss beim Vorsitzenden der Kammer des für den Verwaltungsbezirk des Gesellschaftssitzes der Übertragenden Gesellschaft zuständigen Tribunal d'arrondissement, welches per Handelsoder Eilverfahren tagt, beantragt werden.

Der Vorsitzende wird diesem Antrag nicht stattgeben, falls, in Anbetracht der finanziellen Situation der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, der Gläubiger über ausreichend Sicherheiten verfügt oder solche Sicherheiten nicht notwendig sind.

Die Übertragende Gesellschaft kann diesen Antrag abwenden, indem sie die Forderung des Gläubigers, auch wenn es sich hierbei um eine befristete Forderung handelt, begleicht.

Falls die Sicherheit nicht in der geforderten Frist erstellt wird, wird die Forderung sofort fällig.

Die Rechte der Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft ergeben sich gemäß § 3 Abs 2 EU-VerschG aus § 96 Abs 2 des österreichischen Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung in Verbindung mit § 226 AktG. Danach ist den Gläubigern der Übernehmenden Gesellschaft, wenn sie sich binnen sechs Monaten nach der Veröffentlichung der Eintragung der Verschmelzung zu diesem Zwecke melden, Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können; dieses Recht steht den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, steht solchen Gläubigern nicht zu, die im Insolvenzverfahren ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichteten und behördlich überwachten Deckungsmasse haben.

Art. 15. Schlussbestimmungen.

XV. 1. Jede an der Verschmelzung beteiligte Gesellschaft verpflichtet sich, die Vorschriften und Formalitäten des für sie geltenden innerstaatlichen Rechts einzuhalten bzw. zu erledigen (Artikel 4 Absatz 1 littera b) Richtlinie). Im Übrigen wird für diesen Verschmelzungsplan, den Verschmelzungsvorgang und dessen Folgen die Anwendung materiellen österreichischen Rechtes vereinbart.

XV.2. Im Falle von Streitigkeiten aus oder im Zusammenhang mit diesem Verschmelzungsplan (einschließlich solcher über seine Gültigkeit) wird ist -soweit gesetzlich zulässig - die ausschließliche Zuständigkeit des für den 1. Wiener Gemeindebezirk örtlich zuständigen, jeweils sachlich zuständigen Gerichtes in Wien (Österreich) vereinbart.

XV. 3. Die Übertragende Gesellschaft wird der Übernehmenden Gesellschaft am Wirksamkeitsdatum der Verschmelzung ihre sämtlichen Unterlagen übergeben. Sämtliche Unterlagen der Übertragenden Gesellschaft werden während der gesetzlich vorgeschriebenen Dauer am Sitz der Übernehmenden Gesellschaft verwahrt.

Beilage./1: Gesellschaftsvertrag der Übernehmenden Gesellschaft

Beilage./2: Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2012

Beilage./3: Verzichts- und Akzeptanzerklärung des Alleingesellschafters der Übertragenden Gesellschaft

Beilage./4: Verzichts- und Akzeptanzerklärung der Übernehmenden Gesellschaft

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. METZSCHKE, C. VOLODINE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 mai 2013. Relation: ECH/2013/952. Reçu douze euros 12,00€.

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

Es folgt eine Kopie der Anlagen:

NOTARIATSAKT

Heute, am 3. (dritten) Juli 2009 (zweitausendneun) hat vor mir, Doktor Christoph Bieber, öffentlichem Notar mit dem Amtssitz in Wien - Innere Stadt und der Amtskanzlei in 1010 Wien, Seilerstätte 28, in den Räumlichkeiten der Stumpf AG in 1200 Wien, Handelskai 94-96, wohin ich mich über Ersuchen begeben habe, der nachstehend genannte, mir persönlich bekannte

Herr Magister Viktor Orgonyi, geboren am 11. (elften) November 1965 (neunzehnhundertfünfundsechzig), als selbstständig vertretungsbefugter Geschäftsführer der Stumpf Engineering GmbH. 1200 Wien, Handelskai 94-96, FN 329445 d, nachstehende

Erklärung über die Errichtung der Gesellschaft (Gesellschaftsvertrag)

zu Akt gegeben:

Erklärung über die Errichtung per Gesellschaft (Gesellschaftsvertrag)

I. Firma. Die Stumpf Engineering GmbH errichtet unter der Firma

MWZ Group GmbH

eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

II. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Wien.

Die Gesellschaft ist berechtigt, im In- und Ausland Zweigniederlassungen zu errichten.

III. Gegenstand des Unternehmens. Gegenstand des Unternehmens ist

a) der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung von Beteiligungen an anderen Unternehmen jeglicher Rechtsform im In- und Ausland, insbesondere von Geschäftsanteilen an der MWZ Group GmbH mit dem Sitz in Stuttgart;

b) die Erbringung von Engineering-Leistungen im In- und Ausland.

Bankgeschäfte im Sinne des Bankwesengesetzes sind von der Tätigkeit der Gesellschaft ausgeschlossen.

IV. Stammkapital und Stammeinlagen. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 35.000,- (Euro fünfunddreißigtausend) und wird zur Gänze bar eingezahlt.

Von dem Stammkapital übernimmt die Stumpf Engineering GmbH den gesamten Betrag in Höhe von EUR 35.000 (Euro fünfunddreißigtausend) und leistet darauf eine bare Einzahlung von EUR 35.000, (Euro fünfunddreißigtausend). Der Geschäftsanteil eines jeden Gesellschafters bestimmt sich nach der Höhe der von ihm übernommenen Stammeinlage.

V. Dauer und Geschäftsjahr. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der handelsgerichtlichen Registrierung der Gesellschaft und endet mit dem auf die Eintragung im Firmenbuch folgenden 31. (einunddreißigsten) Dezember. In der Folge decken sich die Geschäftsjahre mit den Kalenderjahren.

VI. Geschäftsführung und Vertretung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Es können auch Einzel- und Gesamtprokuristen bestellt werden. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, zeichnet dieser selbstständig. Sind zwei oder mehrere Geschäftsführer bestellt, wird die Gesellschaft durch je zwei Geschäftsführer gemeinsam oder durch einen Geschäftsführer gemeinsam mit einem Gesamtprokuristen vertreten. Die Generalversammlung kann auch einem oder mehreren Geschäftsführern Einzel Vertretungsrecht erteilen.

VII. Generalversammlung. Die Beschlüsse der Gesellschaft werden in der Generalversammlung gefasst. Je EUR 10, (Euro zehn) einer übernommenen Stammeinlage gewähren eine Stimme, doch muss jedem Gesellschafter mindestens eine Stimme zustehen. Die Einberufung der Generalversammlung sowie die Bekanntmachungen der Gesellschaft haben mit eingeschriebenen Briefen an die Gesellschafter, an deren der Gesellschaft zuletzt bekannt gegebene Adressen zu erfolgen. Zwischen dem Tage der Aufgabe der Sendung zur Post und dem Tage der Generalversammlung muss mindestens ein Zeitraum von vierzehn Tagen liegen. Im Falle der Beschlussunfähigkeit einer Generalversammlung ist unter Einhaltung einer Frist von vierzehn Tagen eine Generalversammlung neuerlich einzuberufen, die auf die Gegenstände der ursprünglichen Versammlung beschränkt und dann ohne Rücksicht auf die Höhe des vertretenen Stammkapitals beschlussfähig ist. Die Beschlüsse in der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, sofern das Gesetz oder der Gesellschaftsvertrag nicht zwingend eine größere Mehrheit vorschreibt.

VIII. Jahresabschluss. Der Jahresabschluss einschließlich Gewinn- und Verlustrechnung für ein abgelaufenes Geschäftsjahr ist binnen fünf Monaten von der Geschäftsführung zu errichten und ohne Verzug nach Aufstellung jedem Gesellschafter zuzustellen. Über die Verwendung des Bilanzgewinnes entscheidet die Generalversammlung.

IX. Übertragung von Geschäftsanteilen. Die Geschäftsanteile sind teilbar, übertragbar und frei vererblich. Die ganze oder teilweise Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden bedarf der Zustimmung der Generalversammlung, welche Zustimmung mit einfacher Mehrheit des Stammkapitals zu fassen ist

X. Gründungskosten. Die Gründungskosten sind bis zum Höchstbetrag von EUR 5.000, (Euro fünftausend) von der Gesellschaft zu tragen und nach Maßgabe der tatsächlichen Inanspruchnahme in die erste Jahresrechnung einzusetzen.

XI. Subsidiärbestimmung. Soweit in diesem Vertrag nichts anderes vereinbart wurde, gelten ergänzend vorerst die Bestimmungen des Gesetzes über die Gesellschaft mit beschränkter Haftung und dann die der übrigen Gesetze.

Von diesem Notariatsakt können an die Gesellschafter, Geschäftsführer und an die künftigen Liquidatoren der Gesellschaft sowie an die Gesellschaft selbst, jeweils auf Kosten des Verlangenden, beliebig viele Ausfertigungen erteilt werden.

Herr Doktor Rupert Brix, öffentlicher Notar, 1010 Wien, Seilerstätte 28, wird bevollmächtigt, allfällige Änderungen und/oder Ergänzungen dieser Errichtungserklärung in Notariatsaktsform vorzunehmen, die vom Firmenbuchgericht verlangt werden; diese Vollmacht erlischt mit der Eintragung der Gesellschaft im Firmenbuch.

Hierüber wurde dieser Notariatsakt von mir, Notar, aufgenommen, dem Erschienenen vollinhaltlich vorgelesen, von demselben als seinem Willen vollkommen entsprechend mir bestätigt und vor mir unterschrieben, worauf auch ich, Notar, meine Amtsfertigung beisetze.

Enregistré à Echternach, le 17 MAI 2013. Relation: ECH /2013/652. Reçu douze euros 12,00.

Le Receveur (signé).

Stumpf Engineering GmbH
Mag. Viktor Orgonyi
Dr Christoph BIEBER
Notar

Resolutions taken by the sole shareholder on 27 february 2013

The sole shareholder takes the following resolutions:

1. The Sole Shareholder approves the report of the Liquidator and the amended balance sheet and the profit and loss account as at December 31, 2012.

2. The net profit for the amended financial year ended December 31, 2012 amounting to EUR 18.559,52 be carried forward to the next financial year.

3. Discharge be and is hereby granted to the Liquidator in respect of the execution of his mandate to December 31, 2012.

MWZ Group GmbH
Signature

ASSET

C. Fixed assets

D. Current assets

D.II. Debtors

4. OTHERS DEBTORS

A) RECEIVABLES FALLING DUE IN ONE YEAR OR LESS

4212100 EUR ABSORPTION OF COST	1,968.95	0.00
	<u>1,968.95</u>	<u>0.00</u>

TOTAL D.II DEBTORS	1,968.95	0.00
--------------------------	----------	------

E. Deferred charges

4810000 EUR EXPENSES RECOGNISED IN ADVANCE	0,00	1,185.48
	0 00	1,185.48

TOTAL ASSETS	1,968.95	1,185.48
--------------------	----------	----------

LIABILITIES

A. Equity

A.I. Subscribed capital

1010000 EUR CAPITAL	12,500.00	12,500.00
---------------------------	-----------	-----------

	12,500.00	12,500.00
A.V. Profit or loss brought forward		
1410000 EUR RESULTS BROUGHT FORWARD	(30,300.57)	(23,223.83)
	(30,300.57)	(23,223.83)
A.VI. Profit or loss for the financial year	18,559.52	(7,076.74)
D. Non subordinated debts		
D.4. Trade creditors		
A) FALLING DUE IN ONE YEAR OR LESS		
4411100 EUR SUPPLIERS	0.00	5,321.40
4411200 EUR SUPPLIERS - INVOICES TO RECEIVE	0.00	6,200.00
	0.00	11,521.40
TOTAL D.4 TRADE CREDITORS		11,521.40
D.8. Tax and social security debts		
A) TAX DEBTS		
4612120 EUR INCOME TAX 2011	0.00	1,575.00
4612121 EUR INCOME TAX 2012	1,181.25	0.00
4612320 EUR WEALTH TAX TO PAY	28.75	138.75
	1,210.00	1,713.75
TOTAL D.VIII. TAX AND SOCIAL SECURITY DEBTS	1,210.00	1,713.75
D.9. Other creditors		
B) FALLING DUE IN MORE THAN ONE YEAR		
4722100 EUR SHAREHOLDERS LOANS	0.00	5,750.90
	0.00	5,750.90
TOTAL D.IX. OTHER CREDITORS		5,750.90
TOTAL LIABILITIES	1,968.95	1,185.48
A. CHARGES		
A.2. OTHER EXTERNAL CHARGES		
6134200 EUR ADMINISTRATIVE AND ACCOUNTACY FEES	2,622.98	4,895.34
6153800 EUR OTHER EXPENSES	338.49	231.40
6187000 EUR MEMBERSHIP OF PROFESSIONAL BODIES	0.00	350.00
	2,961.47	5,476.74
GROSS EXPENSES	2,961.47	5,476.74
A. 10. Income tax		
6711000 EUR INCOME TAX CURRENT PERIOD	0.00	1,575.00
	0.00	1,575.00
A.11. OTHER TAXES NOT INCLUDED IN THE PREVIOUS CAPTION		
6811000 EUR WEALTH TAX CURRENT PERIOD	25.00	25.00
	25.00	25.00
A.12. Profit for the financial year	18,559.52	
TOTAL CHARGES	21,545.99	7,076.74
B. INCOME		
B.9. Extraordinary income		
7688002 EUR REVERSAL LIQUIDATION FEES	6,200.00	0.00
7688003 EUR WAIVER SHAREHOLDER'S C/A	7,966.09	0.00
7688004 EUR REVERSAL SUPPLIERS	6,167.20	0.00
7710000 EUR INCOME TAX - ADJUSTMENTS	1,212.70	0.00
	21,545.99	0.00
B.10. Loss for the financial year		7,076.74
TOTAL INCOME	21,545.99	7,076.74

Enregistré à Echternach, le 17 MAI 2013. Relation: ECH /2013/952. Reçu douze euros 12,00€.

Le Receveur (signé).
Christophe BIEBER.

Die Echtheit vorstehender Firmazeichnung des Herrn Magister Viktor Orgonyi als Geschäftsführer der Stumpf Engineering GmbH (FN 329445d), mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift 1200 Wien, Handelskai 94-96, wird

bestätigt. Auf Grund der heute vorgenommenen Einsichtnahme in das Firmenbuch bestätige ich gemäß § 89a Notariatsordnung die alleinige Vertretungsberechtigung des Vorgenannten für die unter FN 329445d eingetragene Stumpf Engineering GmbH.

Wien, am 14. (vierzehnten) Mai 2013 (zweitausenddreizehn).

Dr. Christian Mayer

NOTAR - PARTNER / Substitut des öffentlichen Notars Dr. Christoph Bieber

Amtssitz in Wien - Innere Stadt

Verzichtserklärung und Akzeptanzerklärung

Die Stumpf Engineering GmbH (FN 329445 d Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 verzichtet hiermit als Alleingesellschafterin der MWZ Group GmbH (FN 329873 h Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 (im Folgenden: „Gesellschaft“) in Ansehung der grenzüberschreitenden Verschmelzung der Gesellschaft als der übernehmenden Gesellschaft mit der MWZ Finance S.à r.l. (in Liquidation) mit dem Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115.838, als der übertragenden Gesellschaft

1. auf die Zusendung der in § 221a Abs 2 AktG genannten Unterlagen (§ 97 Abs 1 GmbHG; § 3 Abs 2 EU-VerschG);
2. auf die Erteilung von Abschriften der in § 221a Abs 2 AktG genannten Unterlagen (§ 8 Abs 3 EU-VerschG);
3. auf die Prüfung des Verschmelzungsplans (§ 100 Abs 2 GmbHG; § 220b AktG; § 7 Abs 1 EU-VerschG);
4. auf jegliche Barabfindung (§ 5 Abs 4 EU-VerschG);

5. auf die Einhaltung aller verschmelzungsrechtlichen Vorschriften über die Vorbereitung des Beschlusses über die Genehmigung des Verschmelzungsplans, soweit es sich um verzichtbare Vorschriften handelt,

und gibt hiermit die Erklärung ab, die Regelungen der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts in Ansehung der eingangs genannten grenzüberschreitenden Verschmelzung zu akzeptieren.

Enregistré à Echternach, le 17 MAI 2013. Relation; ECH /2013/952. Reçu douze euros 12,€.

Le Receveur (signé).

Wien, am 14 MAI 2013.

Stumpf Engineering GmbH

Unterschrift

Die Echtheit vorstehender Firmazeichnung des Herrn Magister Viktor Orgonyi als Geschäftsführer der MWZ Group GmbH (FN 329873h), mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift 1200 Wien, Handelskai 94-96, wird bestätigt. Auf Grund der heute vorgenommenen Einsichtnahme in das Firmenbuch bestätige ich gemäß § 89a Notariatsordnung die alleinige Vertretungsberechtigung des Vorgenannten für die unter FN 329873h eingetragene MWZ Group GmbH.

Wien, am 14. (vierzehnten) Mai 2013 (zweitausenddreizehn).

Dr. Christian Mayer

NOTAR - PARTNER / Substitut des öffentlichen Notars Dr. Christoph Bieber

Amtssitz in Wien - Innere Stadt

Verzichtserklärung und Akzeptanzerklärung

Die MWZ Group GmbH (FN 329873 h Handelsgericht Wien) mit dem Sitz in Wien und der Geschäftsanschrift A-1200 Wien, Handelskai 94-96 verzichtet hiermit als Alleingesellschafterin der MWZ Finance S.à r.l. (in Liquidation) mit dem Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister in Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Sektion B, Nummer 115,838 in Ansehung der grenzüberschreitenden Verschmelzung der vorgenannten MWZ Finance S.à r.l. (in Liquidation) als der übertragenden Gesellschaft mit ihr, somit der vorgenannten MWZ Group GmbH, als der übernehmenden Gesellschaft,

1. auf die Prüfung des Verschmelzungsplans;
2. auf jegliche Barabfindung;
3. auf die Einhaltung aller verzichtbaren verschmelzungsrechtlichen Vorschriften,

und gibt hiermit die Erklärung ab, die Regelungen der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten sowie die auf die Verschmelzung Bezug habenden Regelungen und Konsequenzen des österreichischen und luxemburgischen Rechts in Ansehung der eingangs genannten grenzüberschreitenden Verschmelzung zu akzeptieren.

Wien, am 14 MAI 2013.

MWZ Group GmbH

Unterschrift

Référence de publication: 2013067159/398.

(130082245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

**Accudyne Industries Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Silver II Acquisition S.à r.l.).**

Capital social: USD 10.015.358,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 169.083.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of the month of March.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Silver II GP Holdings S.C.A., a société en commandite par actions having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 173.238 (the "Sole Shareholder"), represented by its unlimited shareholder and sole manager (associé commandité - gérant) Silver II GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 173.221, itself represented by Me Patrick Santer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 27 March 2013 (such proxy to be registered together with the present deed),

being the sole shareholder and holding all the ten million fifteen thousand three hundred fifty-eight (10,015,358) shares in issue in Silver II Acquisition S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 169.083, incorporated by deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch on 4 May 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), Nr. C-1592 of 25 June 2012. The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the undersigned notary on 12 December 2012, published in the Mémorial Nr. C-329 of 11 February 2013.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

(A) The Sole Shareholder holds all shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

(B) The items on which resolutions are to be passed are as follows:

(1) Change of the name of the Company from "Silver Acquisition S.à r.l." to "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." and consequential amendment of article 1 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

« **Art. 1^{er}. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

(2) Appointment of Mr Greg Nikodem, born on 2 March 1978 in Princeton, New-Jersey (United-States of America), professionally residing at 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 as Class A manager of Accudyne Industries Acquisition S.à r.l. with immediate effect and for an undetermined period of time.

Thereupon the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company from "Silver Acquisition S.à r.l." to "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." and to amend article 1 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

« **Art. 1^{er}. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.»

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint Mr Greg Nikodem, born on 2 March 1978 in Princeton, New-Jersey (United-States of America), professionally residing at 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 as Class A manager of Accudyne Industries Acquisition S.à r.l. with immediate effect and for an undetermined period of time.

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at nine hundred euro (EUR 900.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Silver II GP Holdings S.C.A., une société en commandite par actions ayant son siège social au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.238 (l'«Associé Unique»), représentée par son associé commandité - gérant unique Silver II GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.221, elle-même représentée par Me Patrick Santer, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 27 mars 2013 (laquelle sera enregistrée avec le présent acte),

étant l'associé unique et détenant l'intégralité des dix millions quinze mille trois cent cinquante-huit (10.015.358) parts sociales émises dans Silver II Acquisition S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.083, constituée le 4 mai 2012 suivant acte reçu de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro C-1592 du 25 juin 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 12 décembre 2012 suivant acte reçu du notaire soussigné, publié au Mémorial Nr. C-329 du 11 février 2013.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales émises de la Société, permettant ainsi à l'Associé Unique de pouvoir prendre valablement des décisions sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

(1) Modification de la dénomination de la Société de "Silver II Acquisition S.à r.l." en "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." et modification conséquente de l'article 1 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

" **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Accudyne Industries Acquisition S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes."

(2) Nomination de M. Greg Nikodem, né le 2 mars 1978 à Princeton, New-Jersey (Etats-Unis d'Amérique) résidant professionnellement à 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 en tant que gérant de Classe A d'Accudyne Industries Acquisition S.à r.l. pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

À la suite de quoi, l'Associé Unique a adopté la résolution suivante:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier la dénomination de la Société de "Silver II Acquisition S.à r.l." en "Accudyne Industries Acquisition S.à r.l." et de modifier l'article 1 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Accudyne Industries Acquisition S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer M. Greg Nikodem, né le 2 mars 1978 à Princeton, New-Jersey (Etats-Unis d'Amérique) résidant professionnellement à 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 en tant que gérant de Classe A d'Accudyne Industries Acquisition S.à r.l. pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à neuf cents euros (EUR 900,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais et est suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire par son prénom, nom, état civil et résidence, ladite personne comparante a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: P. SANTER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 mars 2013. Relation: DIE/2013/4326. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 04 avril 2013.

Référence de publication: 2013043996/115.

(130053380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

HEDF Isola PE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.988.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 05 avril 2013

L'Associé Unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Charles Baughn en tant que gérant de la Société à partir du 05 avril 2013;

- De nommer:

* Monsieur Andreas Schreurs, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant de la Société à partir du 05 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2013.

Référence de publication: 2013047347/17.

(130057778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

HCC Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.666.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue extraordinairement en date du 4 avril 2013 au siège social de la société que:

1. Le siège de la société est transféré avec effet au 1^{er} janvier 2013 au 11, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg.

2. La démission de Monsieur Torben Madsen a été acceptée avec effet au 31 décembre 2012.

3. La démission du Commissaire aux Comptes, Modern Treuhand SA a été acceptée avec effet au 31 décembre 2012.

4. Monsieur Anton Baturin, avec adresse professionnelle au 11 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg a été nommé administrateur de la société avec effet au 1^{er} janvier 2013 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

5. Monsieur Andrew Mann, avec adresse professionnelle au 20, boulevard Princesse Charlotte, MC-98000 Monaco a été nommé Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2013 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2013047343/21.

(130057774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

NPG Wealth Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 6.727.450,40.**

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 68.938.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue en date du 13 Mars 2013

En date du 13 mars 2013, l'assemblée générale extraordinaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Sally Rocker de son mandat de gérant de la Société avec effet au 16 Janvier 2013;
- de nommer Monsieur Christopher L. Baker, né le 14 février 1958 à Lake Forest, Illinois, Etats-Unis, ayant comme adresse professionnelle: 38, Parc d'Activités de Capellen, L-8308 Capellen, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Thierry Porté, gérant et président
- Monsieur Stephen Bright, gérant
- Monsieur Jean-Luc Jancel, gérant
- Monsieur Machiel Jansen Schoonhoven, gérant
- Monsieur David Morgan, gérant
- Monsieur Paul Wolff, gérant
- Monsieur Michel Wolter, gérant
- Monsieur Christopher L. Baker, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Avril 2013.

NPG Wealth Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013047478/27.

(130057512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

I.T.I.C. -International Technologies Investments Company Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 95.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013047360/12.

(130057832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Euro Apple S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 135.068.

Il résulte des résolutions prises par l'associée unique de la Société en date du 21 mars 2013 que:

1. Madame Deanna Ong Aun Nee a démissionné avec effet au 21 mars 2013 en tant que gérant de catégorie A de la Société;

2. Madame Lim Yoke Peng, née le 1^{er} septembre 1970 à Malaysia, demeurant professionnellement à 168 Robinson Road #37-01 Capital Tower Singapore 068912, est nommée avec effet au 21 mars 2013 gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013047242/16.

(130057995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.
